



# Les Actes

## PREMIERES RENCONTRES DE LA PROSPECTIVE

Conseil économique et social régional Midi-Pyrénées

*Toulouse - Mardi 16 décembre 2008*

« **Le monde en 2025** »  
par M<sup>me</sup> Nicole GNESOTTO





## Le Conseil Economique et Social Régional (CESR)

Le Conseil Economique et Social Régional est, auprès du Conseil Régional et de son Président, une assemblée consultative. Ses membres sont répartis en 4 collèges et élaborent des projets d'avis dans le cadre de 6 commissions sectorielles, projets d'avis adoptés ensuite en assemblée plénière.

Deux sections apportent une vision particulière des travaux du CESR en les resituant dans le temps (Prospective) et dans l'espace (Europe-International).

### Les collèges :

- 1<sup>er</sup> collège : Entreprises et activités professionnelles non salariées
- 2<sup>ème</sup> collège : Syndicats de salariés
- 3<sup>ème</sup> collège : Vie collective
- 4<sup>ème</sup> collège : Personnalités qualifiées

Depuis presque 40 ans, le CESR accompagne par ses avis, la décentralisation et le renforcement de la Région. Ce cadre est enrichi par la participation de ses conseillers aux différentes instances régionales de décision et de concertation, par l'organisation de débats publics autour des thèmes de ses études : l'aménagement du territoire, le développement économique, l'emploi, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche, la biodiversité, la santé, la culture, la réforme des institutions, la jeunesse, la précarité, l'environnement, la conjoncture...

### Ses atouts majeurs :

- ✓ Il rassemble des courants d'idées très divers
- ✓ Il propose aux élus du Conseil Régional, un éclairage de socioprofessionnels
- ✓ Il fait remonter des réalités du terrain vers les politiques
- ✓ Il réfléchit et travaille à l'écart des échéances électorales et sur la durée

### La Section Prospective :

La Section Prospective souhaite faire intervenir régulièrement des auteurs et/ou chercheurs devant un public composé d'élus régionaux et de représentants des milieux socioprofessionnels.

Cette première rencontre de la Prospective est l'occasion d'accueillir Madame Nicole GNESOTTO qui a dirigé jusqu'en 2007 l'Institut d'Etude et de Sécurité Européenne qui travaille pour les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne.

Pour plus d'informations : [www.cesr-midi-pyrenees.fr](http://www.cesr-midi-pyrenees.fr)

**Ouverture de la rencontre par Monsieur Jean-Louis CHAUZY, Président du Conseil économique et social régional de Midi-Pyrénées et par Monsieur Claude DUPUY, Président de la Section Prospective**

**M. Jean-Louis CHAUZY – Président du CESR Midi-Pyrénées :**

Je suis heureux de vous accueillir dans la maison commune : l'Hôtel de Région qui abrite les travaux et réflexions des deux assemblées régionales pour la première rencontre de la Prospective préparée par la section du même nom.

J'en remercie son Président, Claude DUPUY et tous ses membres pour la préparation et leur contribution aux travaux de notre assemblée.



Je suis aussi heureux du choix de l'intervenante Madame Nicole GNESOTTO que notre collègue présentera, et du thème que vous allez aborder, qui nous permettra de nous extraire quelques instants de nos débats, passionnants certes, mais Midi-Pyrénéens.

Citoyens de l'Europe, nous le sommes, citoyens du monde aussi, et pas seulement parce que nous assemblons à Toulouse le plus bel avion du monde l'A380, parce que nous sommes la première région d'Europe pour l'industrie spatiale, mais parce que notre proximité avec le sud, la Méditerranée, le Maghreb et l'Afrique nous oblige à lever les yeux et à chercher à comprendre l'Europe et notre planète dans leur globalité.



Ecrivain issu de Midi-Pyrénées – il était aveyronnais – et homme politique, Alain Peyrefitte a écrit un livre célèbre : « Quand la Chine s'éveillera »

La Chine s'est réveillée et mise en marche, elle est devenue avec l'Inde un continent « usine du monde », et les rapports de force dans les décennies qui viennent se joueront entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Asie, et peut être l'Europe si nous cessons de jouer à nous faire peur entre européens.

La crise financière générée par une spéculation aveugle et la dérégulation ont montré que la détermination politique des Etats et de l'Europe pourrait peut-être nous permettre de tenir notre rang, et sûrement de trouver les réponses aux questions terribles qui nous sont posées.

La compréhension des évolutions à long terme des principaux continents doit nous donner la possibilité d'identifier de nouveaux enjeux pour les Européens.

Membre comme vous de la Fondation « Notre Europe », je vous renouvelle mes remerciements.

Je suis sûr que la diversité du public, chefs d'entreprise, syndicalistes, universitaires, proviseurs de lycées, élus locaux, enseignants, responsables d'associations, permettra de prolonger votre exposé.

S'adressant à ses compatriotes en juillet 1954 pour faire la pédagogie des problèmes douloureux de la France lors des négociations de Genève, le citoyen Pierre Mendès France disait « nous avons besoin de nous écouter, nous avons besoin de nous comprendre, nous avons besoin de nous parler ».

Merci Madame de nous parler de l'Europe, de nous parler du monde, des interdépendances, de sa gouvernance et de sa démocratie en nous souvenant toujours que l'Europe est le seul espace continent, où les Etats qui adhèrent ne veulent jamais en sortir, ils ont fait le choix depuis plus de 50 ans de régler par le droit, la négociation et la coopération, leurs différends.

Je vous remercie d'être là. Claude, je te remercie d'enchaîner la présentation.

### **M. Claude DUPUY – Président de la section Prospective :**

Merci Monsieur le Président.

Nicole GNESOTTO, merci d'avoir répondu à notre invitation pour notre première Rencontre de la Prospective.

Une présentation rapide si vous le permettez.

Vous êtes normalienne, agrégée de Lettres Modernes. Vous avez enseigné au Lycée puis vous êtes passionnée pour les questions de sécurité et les problèmes internationaux.



Vous devenez professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du Comité de rédaction de la revue « Esprit ».

Vous avez été chef adjointe du Centre d'Analyse et de Prévision au Ministère des Affaires Étrangères, puis vous avez dirigé l'Institut de Sécurité de l'Union Européenne Occidentale (l'UEO) lequel en 2001 est devenu l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union Européenne.

Aujourd'hui, vous occupez la Chaire sur l'Union Européenne au CNAM.

Vous êtes aussi Vice-Présidente de « Notre Europe » fondée par Jacques Delors et vous venez de publier un ouvrage avec M. Rocard intitulé : « Notre Europe ». Vous avez publié plusieurs ouvrages sur la sécurité et avez coordonné avec Giovanni GREVI un ouvrage collectif auquel le Président Jean-Louis CHAUZY vient de faire référence, « Le monde en 2025 » qui a retenu l'intérêt de la Section Prospective.

Pascal Lamy dans la préface a cet ouvrage nous dit « Faire l'Europe ne peut plus se concevoir sans comprendre le monde ».

C'est ce concept qui est à l'origine de votre travail de Prospective.

Si vous le permettez, je voudrais dire un mot sur la Prospective qui a encore du mal à s'intégrer comme un préalable à l'action et je vais citer les propos d'une conseillère : « Le temps de la prospective n'est pas le temps des mandats politiques ».

C'est une des raisons qui font qu'elle est encore négligée par ceux qui prennent des décisions publiques.

Pourtant, cette démarche prospective s'efforce pour surmonter l'incertitude, d'accroître l'intelligence collective des acteurs et de remettre les hommes à la place centrale qui leur revient.

La prospective suscite des attitudes d'écoute, de coopération, d'invention et d'audace, permet de construire des visions du futur soumise au débat public. En tant que tout nouveau Président de la Section Prospective, je peux témoigner de l'immense intérêt que les conseillers portent à nos travaux.

Cet exercice de prospective s'impose même à nos responsables régionaux : le nouveau Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire de Midi-Pyrénées a l'obligation de présenter un volet prospectif et nous nous en félicitons.

Nicole GNESOTTO, vous allez nous aider à comprendre dans quel monde nous allons évoluer.

Vous allez nous présenter la cartographie du monde en 2025. Nous nous sentirons parfois éloignés des questions quotidiennes qui sont les nôtres mais chaque fois nous devons nous demander si notre quotidien ne va pas être transformé en fonction de telle tendance, qui se vérifiera ou pas, ou de tel événement attendu.

La crise financière et économique partie des Etats-Unis, est là pour nous en convaincre.

Nicole GNESOTTO, nous vous écoutons.

### **M<sup>me</sup> Nicole GNESOTTO :**

Je vous remercie M. le président de votre invitation. Merci de cette occasion qui m'est donnée de débattre avec vous d'un avenir qui n'est pas forcément meilleur, mais d'un avenir en tout cas pour lequel je vais essayer de vous donner quelques éléments les plus objectifs possibles, de compréhension et d'analyse. Cet ouvrage « le monde en 2025 » est paru l'année dernière en octobre 2007, et je vais peut-être en introduction, si vous en êtes d'accord, dire quelques mots sur la méthode et sur l'origine de cet ouvrage, avant de vous en présenter les grandes conclusions.

Quand je dirigeais, comme l'a dit M. DUPUY, l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union Européenne, les ministres de la Défense de l'Union, nous avaient demandé, à nous agence indépendante, de leur dresser un tableau très rapide d'une vingtaine de pages, du monde en 2025, de façon à prévoir à peu près sur quel type d'armement et sur quel type de technologie militaire, ils devaient orienter les travaux communs au sein de la politique européenne de sécurité et de défense. Nous avons reçu un mandat très clair : ne pas faire de scénarios, mais simplement regarder les grandes tendances, les grands indicateurs - économie, démographie, énergie, environnement - de façon à ce qu'ils aient un tableau le plus objectif et prospectif possible de l'état du monde en 2025.



Nous avons fait ce travail, nous avons remis notre rapport aux ministres de la Défense qui dans leur sagesse l'ont approuvé, et qui je l'espère le mettront en œuvre. A l'institut, nous avons trouvé ce travail tellement passionnant que nous avons décidé au-delà des vingt pages que nous avons remis à nos lecteurs ministres, d'approfondir ce travail, d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse et le rapport. Nous avons donc publié un premier rapport en anglais en 2006, et ensuite une version française avec des chiffres actualisés en 2007. Je sais que mon successeur à l'Institut de Sécurité de l'Union Européenne a l'intention tous les deux ans, d'actualiser les chiffres, de voir si les grandes tendances que nous avons décelées évoluent, et dans quel sens elles évoluent. **Site internet : [www.iss.europa.eu](http://www.iss.europa.eu)**

Ceci rapidement pour la méthode. Simplement pour vous dire que nous n'avons rien inventé ; nous n'avons rien cherché nous-mêmes. Nous avons compilé 800 documents qui étaient tous des documents prospectifs que nous avons pu trouver dans une langue compréhensible par l'Union Européenne, c'est-à-dire essentiellement le français et l'anglais - ce qui réduit quand même pas mal de choses. En tout cas, 800 sources venant bien sûr des gouvernements, et en particulier des ministères de la Défense, des ministères de la Recherche, des agences de renseignement. Nous avons regardé tous les textes que sortaient notamment des services de renseignements américains, mais également les documents prospectifs des O.N.G., des Nations Unies, de toutes les organisations internationales, des compagnies bancaires, des compagnies d'assurances qui sont une source absolument phénoménale pour la Prospective.



Nous avons compilé 800 documents, nous avons essayé de voir sur ces différents indicateurs où étaient les points communs, où étaient les points de divergence entre ces différentes sources ; par exemple pour le pétrole, il y a de vraies divergences entre les prospectives de l'agence internationale de l'énergie, et les prospectives davantage politiques de certains gouvernements ou de certains services de renseignements. C'est le résultat de ce travail - qui est un travail d'équipe - qui a mobilisé une quinzaine de chercheurs de mon institut - qui est dans cet ouvrage, et que je vais d'abord vous présenter rapidement, de façon ensuite à ce que nous puissions débattre de ce futur possible.

Je regardais récemment un sondage - Euro baromètre - qui est un sondage que l'Union Européenne fait régulièrement sur les opinions publiques des 27 pays membres, à une question posée en mai 2008 aux Européens : *comment voyez-vous l'avenir ?* La réponse est que 61 % des opinions européennes pensent que les 20 années à venir seront plus difficiles pour leurs enfants que les 20 dernières années ne l'ont été pour eux-mêmes. C'est-à-dire que l'on est passé pour la première fois dans une étape d'anticipation négative de la part des opinions publiques, des 20 prochaines années. Il y a un sentiment sinon d'angoisse, en tout cas d'inquiétude diffuse, et ceci se vérifie aussi bien dans les travaux de l'INSEE où l'on a dans l'opinion française une anticipation très négative de ce que sera l'avenir de leurs enfants par rapport à ce qu'a été leur propre période étudiante. C'est un phénomène psychologique très important à prendre en compte.

Voilà pour la méthode de travail.

Un dernier mot : nous n'avons pas envisagé dans cet ouvrage des scénarios de rupture majeurs. Nous savons très bien qu'ils peuvent arriver, par exemple un attentat sur une centrale nucléaire ou sur le port de Rotterdam, ou sur n'importe quel autre centre vital européen : nous



savons que cela peut avoir des effets massifs, y compris d'arrêt brutal de notre développement économique et social. Nous savons également qu'une grande pandémie planétaire, 1 000 fois plus violente que l'a été celle du SRAS ou de la grippe aviaire peut aussi entraîner un arrêt brutal des échanges économiques, la fermeture des ports, des aéroports, et donc un coup d'arrêt à la mondialisation. Nous savons que ce genre de rupture brutale est possible.

Toutes les études montrent que plus les décennies passent, plus le temps s'accélère, aussi bien le temps économique, que le temps politique, que le temps des grandes découvertes scientifiques ; il fallait un siècle pour faire une révolution économique au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle ; il faut aujourd'hui deux décennies ; et en matière informatique, tous les cinq ans on prévoit une possibilité de grande révolution technologique.

Donc il y a une véritable accélération du temps, qui fait que des ruptures brutales sont possibles, mais encore une fois nous n'avons pas pris en compte ces scénarios dans l'ouvrage ; tout simplement à partir des grands indicateurs, nous avons tiré les lignes des plus grandes probabilités sur l'économie, l'énergie, la démographie, de façon à dresser un tableau de ce que pourrait être en toute probabilité l'environnement international en 2025, et vous verrez que même sans envisager des scénarios de rupture dramatique, le tableau que nous brosons dans cet ouvrage est plutôt sombre. Je ne dis pas qu'il est catastrophique, mais lorsque l'on tire un certain nombre d'indicateurs, on s'aperçoit que l'environnement international est entré dans une phase de troubles, de transition difficile pour l'ensemble des démocraties occidentales. La crise financière et économique que nous vivons depuis quelques mois, voire une année, est un des symptômes de cette grande transition, que j'appelle personnellement « la grande transition historique », dans laquelle sont entrés les systèmes des démocraties occidentales.



Mais avant de tirer quelques conclusions sur l'évolution du système international, je voudrais passer en revue les résultats que nous avons trouvés pour un certain nombre d'indicateurs. Je ne vais pas tous les citer dans cette introduction, mais dire quelques mots sur au moins quatre d'entre eux qui me semblent être très importants :

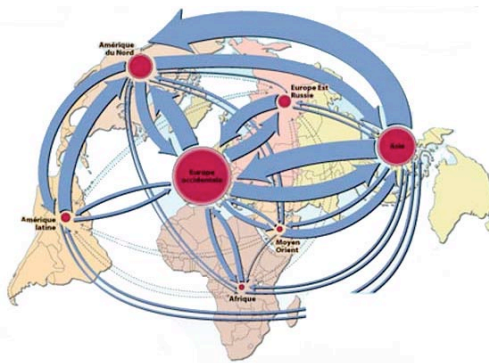
- **l'économie,**
- **la démographie,**
- **l'énergie**
- **l'environnement.**

## **I/ L'économie**

Sur l'économie, il n'y a aucun désaccord sur le fait que la mondialisation économique est devenue l'élément structurant du système international, et pas seulement celui des relations économiques internationales, mais également des relations politiques, des relations culturelles internationales. La mondialisation économique, c'est essentiellement quatre choses que nous analysons très précisément dans l'ouvrage, je vais caricaturer de façon à montrer la complexité de cet indicateur économique :



1. Une **croissance mondiale** tout à fait spectaculaire dans la dernière décennie, avec une moyenne de +4 % par an depuis la fin des années 1990.
2. Une **augmentation spectaculaire des échanges**, et donc du commerce mondial grâce au rôle majeur joué par ce que l'on appelle les BRIC, c'est-à-dire le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ; donc les pays dits « émergents » qui ne sont pas du tout à mon avis des pays émergents, qui sont depuis émergés, qui sont devenus de très grandes puissances, non pas du monde de demain, mais du monde d'aujourd'hui - mais peut-être pour ne pas trop s'effrayer on continue à les appeler les « pays émergents ». Il y a dès lors une énorme augmentation du commerce mondial du fait de ces pays, en particulier du fait de la Chine, et de l'Inde. Je vous donne quelques chiffres : en 2025, la Chine devrait être le premier exportateur mondial, la première puissance militaire mondiale, le premier pollueur de la planète.



En 2025, les pays asiatiques produiront à peu près 40 % de la richesse mondiale, soit l'équivalent de ce que produiront les vieux pays de l'OCDE qui seront à 38 % de la richesse mondiale. Un rapport récent des États-Unis « Global trends 2025 » dont vous avez peut-être vu des comptes-rendus dans la presse, qui est un rapport d'un service de renseignements américain concurrent de la CIA dit également la même chose sur le rôle majeur que joueront la Chine et l'Inde dans

l'évolution de la croissance mondiale. La Chine en 2007, à elle seule, était responsable de 25 % de la croissance mondiale ; elle était déjà le premier destinataire des investissements directs étrangers. Une ouverture, qui est donc tout simplement la conséquence économique de la révolution que nous avons connue dans les années 1990 avec la chute brutale du communisme en Europe, la disparition de l'Union soviétique. En Chine, le système communiste perdure, mais l'économie planifiée a disparu et le pays s'ouvre à l'économie de marché. Cela a été l'un des grands facteurs de développement de la mondialisation. Par conséquent, cela est le deuxième point, il en résulte une augmentation énorme du commerce mondial grâce au rôle majeur joué par la Chine et l'Inde, et plus généralement par l'ensemble des pays asiatiques.

3. Troisième point très important : une **réduction historique de la pauvreté dans le monde**, une réduction absolument historique. Depuis 1980, les chiffres des Nations Unies montrent que la mondialisation a sorti de la pauvreté 400 millions de personnes et la pauvreté dans le langage des Nations unies, ce sont les gens qui vivent avec moins d'un dollar par jour de subsistance. Par exemple, l'Inde met sur le marché tous les ans, 15 millions de travailleurs supplémentaires qui sortent de l'extrême pauvreté et qui rentrent sur le marché de l'économie industrialisée. Cela est donc un point tout à fait important, ce qui fait que la mondialisation est l'élément le plus positif pour le tiers-monde qui se soit passé depuis toujours. Mais, et c'est le grand MAIS, c'est le quatrième point et c'est le côté complexe et paradoxal de la mondialisation :



4. **La mondialisation ne sera ni mondiale ni globale.** C'est-à-dire qu'elle ne va pas concerner l'ensemble des pays de la planète, et que dans nos pays elle ne va pas concerner l'ensemble des catégories socioprofessionnelles.

La mondialisation a ceci de paradoxal : c'est à la fois une réduction globale de la pauvreté dans le monde, mais en même temps une augmentation tout à fait visible et considérable de l'écart de richesse, entre ceux qui sont dans la mondialisation et ceux qui n'y sont pas. Donc d'une certaine façon le monde s'enrichit, mais ceux qui n'arrivent pas à rentrer



dans la mondialisation, s'appauvrissent beaucoup plus vite et le différentiel de richesse augmente entre les états à l'échelle internationale et à l'intérieur de chacun de nos états, entre les couches sociales. La paupérisation des classes moyennes dans les pays occidentaux, dans les vieilles démocraties occidentales, est un trait constitutif de la mondialisation. C'est cela le grand paradoxe de ce phénomène : forcément dans les pays occidentaux, la mondialisation est plus négative qu'elle ne l'est dans les pays du tiers-monde, en particulier dans les pays asiatiques, dans les pays d'Amérique latine parce que pour eux, la mondialisation signifie une augmentation très claire de la richesse nationale, ce qui est beaucoup plus contradictoire dans nos pays.

Je le répète, le paradoxe de la mondialisation, c'est qu'elle n'affectera pas tous les pays de la planète, et pas toutes les couches sociales à l'intérieur de chacun des pays, ce qui explique des perceptions parfois négatives de la mondialisation chez nous. Je vous donne quelques chiffres pour illustrer ce que je dis : 25 % des pays de la planète produisent aujourd'hui 80 % du commerce mondial ; 56 pays ne comptent que pour 0,01 % du commerce mondial, il y a par conséquent un écart très grand entre les pays qui réussissent la mondialisation et ceux qui n'y entrent pas, qui sont essentiellement les pays africains et les pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

Deuxième chiffre que je voulais citer : un tiers de la population mondiale vit encore dans un seuil d'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 dollar par jour de subsistance. Et même aux États-Unis, entre les années 2 000 et 2005, qui ont été des grandes années d'expansion économique et d'enrichissement national, le nombre de pauvres est passé de 11 % à presque 13 % en cinq ans, avec 37 millions de pauvres aux États-Unis. Donc un différentiel de richesse au niveau international et à l'intérieur de chacun de nos états qui fait que la mondialisation connaît ce développement inégalitaire responsable d'une bonne partie des perceptions négatives, qui existent aujourd'hui. Voilà ce que l'on pouvait dire très rapidement pour l'environnement économique.

La conclusion que nous tirons, c'est que la mondialisation est, et restera, l'élément structurant du système international, et que les crises que nous allons voir y compris la crise actuelle et d'autres crises qui viendront de relatif protectionnisme, ne remettront pas en cause ce développement spectaculaire de l'économie asiatique, parce qu'en

Chine et en Inde il existe encore un réservoir de plus d'un milliard de personnes qui veulent entrer sur ce marché de la consommation. Donc une mondialisation avec des hauts et des bas, mais qui restera l'élément structurant du système international, mais une mondialisation très complexe très inégalitaire, qui, ne concernera pas tous les pays de la planète ni toutes les couches sociales à l'intérieur des pays développés.

## II/ La démographie

Sur le deuxième indicateur, celui de la démographie, les choses sont encore plus nettes : il n'y a absolument pas de débat dans l'ensemble des sources que nous avons vues, et la conséquence est très simple : c'est un rétrécissement massif de l'Occident. Aujourd'hui nous sommes à peu près 6,3 milliards d'habitants sur la planète. En 2025, nous serons à peu près 8 milliards d'habitants. Et sur ces 8 milliards, 4,7 milliards seront asiatiques. Donc plus de un habitant sur deux de la planète sera asiatique, ce qui en termes de pouvoir représente une masse, un poids critique tout à fait considérable. La Chine, à elle seule aujourd'hui, fait 22 % de la population mondiale, et 22 % c'est exactement ce que faisait l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle au plus fort de l'expansion économique et coloniale des puissances européennes.



A l'époque, au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque nous avons conquis le monde nous étions 22 % de la population mondiale. C'est exactement, ce qu'est la Chine aujourd'hui et dans 20 ans, les États-Unis et l'Europe confondus ne feront plus que 6,5 % de la population de la planète. Nous serons toujours de très grandes puissances économiques, mais le rétrécissement démographique de l'Occident, est considérable et je crois, tout à fait irréversible. Par exemple, d'ici 2025, les taux de croissance démographique sont pour l'Union Européenne de + 2 % de la population, avec même un taux négatif pour la Russie (-10 %) ; le grand problème de sécurité de M. POUTINE dans les 20 ans qui viennent, c'est la disparition de l'ethnie russe si je puis m'exprimer ainsi, donc un déclin démographique très net de la Russie ; mais pour l'Union Européenne, il y a une stagnation démographique alors que les chiffres dans notre périphérie sud sont tout à fait inverses : pour l'Afrique, + 43 % de la population ; ils seront 1,1 milliard d'habitants en 2025 ; pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient : +38 % de la population, avec un demi milliard d'habitants. Donc un différentiel à la fois de masse de population, et un différentiel surtout de fécondité donc de croissance démographique, dont les conséquences sont évidentes ; ce n'est même pas la peine que je m'étende longtemps là-dessus à savoir un appel à migration de la part du Sud vers des pays européens qui auront éminemment besoin de cette émigration venue du Sud, parce que - et c'est le deuxième point sur l'indicateur démographique - non seulement nos populations rétrécissent, mais elles vieillissent ; et elles vieillissent considérablement plus vite que les pays émergents. Là aussi quelques chiffres : en 2025, on considère que les plus de 60 ans formeront 30 % de la population des pays développés, et ils ne seront que 13 % de la population des pays en voie de développement. Sur l'ensemble du continent africain par exemple, 59 % de la population aura moins de 25 ans en 2025, avec des perspectives économiques extrêmement réduites.

Au Moyen-Orient, c'est 45 % de la population qui devrait avoir moins de 25 ans en 2025. Donc un différentiel à la fois de masse démographique entre le Nord et le Sud, et en particulier entre l'Europe et la frontière sud de la Méditerranée, et un différentiel de jeunesse, c'est-à-dire un vieillissement très net des populations du Nord de l'Europe, et une jeunesse

extrêmement forte des populations du Sud, qui font que les phénomènes migratoires sont évidemment devant nous, et nous aurons besoin de ces populations immigrées. Un chiffre des Nations unies que j'ai trouvé dans un rapport récent - plus récent que l'ouvrage - : l'ONU considère que depuis 1980, le nombre de migrants volontaires a été multiplié par deux ; ils sont 177 millions, soit 2,7 % de la population mondiale aujourd'hui. Ainsi, pour le critère démographique, le débat est relativement vite tranché ; nous allons vieillir, nous allons être réduits en nombre et nous aurons une véritable masse démographique dans les pays asiatiques, (+ de 50% de la population mondiale), et à notre frontière Sud : Afrique et Moyen-Orient.



### III/ L'énergie

Sur l'énergie, il n'y a pas de débat sur l'augmentation prévisible de la demande en énergies fossiles. La mondialisation, cela veut dire le développement économique des pays dits « émergents » ; cela veut dire qu'ils ont besoin d'énergies fossiles, en particulier de pétrole et de gaz pour leur développement économique ; cela veut dire que le monde entier a besoin de cette énergie en particulier pour le développement des transports. Là, les chiffres prévoient tous que d'ici 2025, il y aura 60 % d'augmentation de la demande en énergie fossile dans le monde, et sur ces 60 % les pays asiatiques compteront pour les deux tiers de l'augmentation de cette demande. Il y aura alors une énorme demande de pétrole et de gaz, de la part de ces nouvelles puissances économiques, d'ici 15 ans ; ce qui à l'échéance que nous avons, c'est-à-dire 2025 ne pose pas de problème de ressources.



Il y a assez de réserves connues d'ici 2025 pour répondre à cette augmentation considérable de la demande ; pour après, c'est plus problématique. Le problème ne se situe pas au niveau de la réserve pétrolière ou gazière mais au niveau de l'accès à ses sources d'énergie. Le hasard de la géographie fait qu'elles sont toutes situées dans les trois régions les plus instables de la planète, c'est-à-dire la Russie, l'Afrique et le Moyen-Orient. Il y a bien sûr du pétrole aux États-Unis et en Norvège, mais disons que les grosses masses et les grosses réserves sont situées dans les trois régions géopolitiques les plus incertaines, et parfois très incertaines ; par conséquent, le problème d'ici 2025, c'est d'abord la facilité et la stabilité d'accès à ces régions.

Le deuxième souci en matière d'énergie, c'est en particulier pour les puissances nouvelles, la Russie, la Chine, et l'Inde un énorme besoin d'investissements, d'abord pour le transport de cette énergie, et ensuite pour la sécurisation et la modernisation de leurs infrastructures.

Toutes les agences considèrent par exemple, que les infrastructures pétrolières russes, sont dans un état lamentable et qu'il faudrait, de façon urgente, investir si la Russie veut maintenir son développement économique. Même chose pour la Chine : l'agence internationale de l'énergie chiffre par exemple à 3 000 milliards de dollars - c'est un chiffre qui n'est pas atteignable - le montant à investir qui serait théoriquement nécessaire aux Chinois pour moderniser leurs infrastructures énergétiques s'ils veulent maintenir le niveau de croissance à





10 % par an comme ce fut le cas ces dix dernières années. Il y a un réel besoin de modernisation des infrastructures pour que ces pays dits « émergents » puissent continuer à maintenir leur rythme de croissance. Sur le plan énergétique, ce sont les deux problèmes que nous signalons ; encore une fois, non pas un problème de réserves, mais un problème d'accès géopolitique, et un problème de sûreté, de modernité des infrastructures énergétiques permettant le transport de cette énergie.



Sur l'accès aux sources d'énergie chacun sait maintenant que la Chine est devenue la plus grande puissance en Afrique sur les cinq dernières années. Les Chinois ont investi l'ensemble du continent africain ; ils prospectent, investissent, construisent des routes, des écoles ; sans être ce qu'était la colonisation européenne au XIX<sup>e</sup> siècle, ils sont en train de tisser tout un réseau logistique en Afrique, et en particulier sur les sources pétrolières africaines - le Soudan, le Nigéria - parce que c'est un point absolument fondamental pour maintenir le développement de l'économie chinoise.

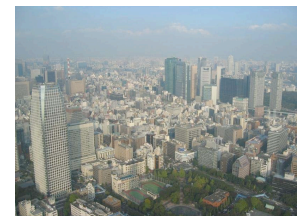
#### IV/ L'environnement

Dernier indicateur : l'environnement qui est lié au précédent, c'est-à-dire que plus la demande en énergie augmente, plus le développement économique des pays progresse de façon, extrêmement rapide et anarchique, et plus la dégradation de la biosphère s'accélère. Nous savons tous qu'il y a une catastrophe annoncée au bout du XXI<sup>e</sup> siècle, due au réchauffement climatique.

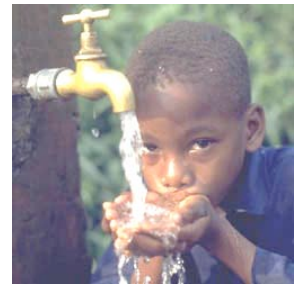
À l'échéance que nous avons en 2025, nous n'en voyons pas encore les effets dramatiques ; c'est plus tard dans le siècle, si rien n'est fait pour inverser ces tendances que nous verrons véritablement des catastrophes accompagnant le réchauffement climatique et en particulier la fonte des pôles. Mais en tout cas, d'ici 2025, ce que tous les rapports prospectifs mettent en lumière, ce sont deux problèmes environnementaux :



- Premièrement, une augmentation terrifiante de la pollution urbaine, parce que plus du tiers de la population mondiale va vivre dans des mégapoles sans véritable accès à des sanitaires corrects, sans accès à des tout-à-l'égout, avec un niveau de pollution effrayant ; par exemple, Shanghai est une ville aujourd'hui où l'on ne voit jamais le ciel bleu ; la Chine est l'un des pays les plus pollués de la planète. J'avais quelques chiffres : Déjà aujourd'hui en Chine, 180 millions de personnes dépendent d'eaux polluées pour leur subsistance, pour leur survie ; d'ici 20 ans en Chine, on prévoit 20 à 30 millions de réfugiés écologiques d'une région à l'autre de la Chine en fonction des catastrophes industrielles ou naturelles qui se produiront. En résumé, une augmentation de la pollution dans les grandes mégapoles, avec tous les problèmes sanitaires que cela entraînera, et le développement de nouvelles maladies, de nouveaux virus potentiels, qui avec les transports modernes peuvent circuler extrêmement facilement sur la planète.



- Deuxièmement, une augmentation de la désertification et une raréfaction de l'accès à l'eau potable dans le monde. C'est là le problème de sécurité majeure et le rapport américain qui vient de sortir dit exactement la même chose ; je cite ces chiffres parce qu'ils sont plus récents que les nôtres. L'accès à l'eau potable est aujourd'hui en 2008 problématique pour 600 millions de personnes dans 21 pays ; en 2025, elle sera problématique pour 1,4 milliards de personnes dans 36 pays. Ainsi l'accès à l'eau potable est un des grands problèmes de sécurité et de survie de la planète, et en particulier avec des prévisions assez catastrophiques sur les difficultés d'accès à l'eau potable, des pays africains et bien évidemment des pays du Moyen-Orient. Je n'ai pas trop le temps de donner des chiffres, mais dans le débat on pourra revenir là-dessus, et si vous vous souvenez de ce que j'ai dit sur la grande jeunesse de ces populations et sur le fait que ces deux masses, l'Afrique et le Moyen-Orient, ont des difficultés à rentrer dans la mondialisation économique, vous voyez qu'en termes de prospective, ces deux continents sont des zones de grande inquiétude, en particulier pour les pays européens, parce que nous sommes à leurs frontières, et nous sommes des réceptacles tout à fait naturels de ces populations et de leur instabilité.



Voilà ce que l'on pouvait dire sur ces quatre grands indicateurs, et dans la deuxième partie je vais être amené à en tirer un certain nombre de conclusions un peu horizontales, globales sur l'évolution du système international. Mais avant cela, je voudrais montrer l'extrême complexité, le côté extrêmement paradoxal de la mondialisation. Par exemple, la mondialisation, c'est une évolution tout à fait spectaculaire des transports, de la circulation des biens, des échanges, des personnes etc. On vit dans un monde complètement ouvert, complètement transparent que l'on a appelé le village mondial, mais en même temps cette libéralisation des transports, c'est aussi en termes de sécurité sanitaire un grand risque, parce que les virus, les pandémies circuleront beaucoup plus facilement que cela n'a été le cas dans les décennies précédentes. Par conséquent un côté positif et un côté sinon négatif, en tout cas un risque immédiatement associé à celui-ci.

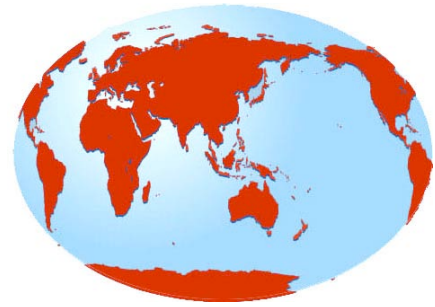
La croissance des pays émergents, en particulier de la Chine et l'Inde, c'est une excellente nouvelle pour ces populations qui sont sorties pour beaucoup de l'extrême pauvreté, d'une indigence que l'Europe a connue au Moyen Âge et que l'on retrouve encore dans les campagnes chinoises. C'est une très bonne nouvelle pour ces populations, mais en même temps un accroissement considérable des dégradations environnementales, parce que l'accélération de la croissance chinoise se fait de façon totalement anarchique. Il y a un côté extrêmement négatif sur l'environnement de la planète, et en même temps un côté, sinon négatif en tout cas perçu comme tel, par les populations occidentales elles-mêmes qui perçoivent de plus en plus le développement des pays émergents comme un développement se faisant à leur propre détriment économique et social.

Tout cela montre bien la complexité de cette mondialisation et les grandes conséquences que nous en tirons.

## Un monde multipolaire

1. Le système international sera beaucoup plus complexe, beaucoup plus instable, et il sera de fait multipolaire, ainsi le temps est fini où l'on avait deux pôles de puissance,

c'est-à-dire les occidentaux et les communistes. Il s'agissait du XX<sup>e</sup> siècle, de la guerre froide. Le temps est également fini où l'on avait un seul pôle de puissance, le monde unipolaire, quand l'Amérique dirigeait le monde dans les années 1990 jusqu'à la guerre en Irak. Cela est fini. Par conséquent, nous aurons plusieurs pôles de puissance dans le monde, un monde multipolaire. Et cela n'est ni une bonne, ni une mauvaise nouvelle : c'est tout à fait neutre. La question n'est pas de savoir si un monde multipolaire est mieux qu'un monde bipolaire ; la question c'est de savoir quel type de relations va se nouer entre ces différents pôles de puissance, entre la Chine, les États-Unis, l'Europe et l'Inde. Et là, bien évidemment, selon le type de relations qui se noueront, on peut avoir des scénarios plus ou moins pacifiques de développement des relations internationales et des scénarios plus ou moins positifs. Il est évident que si entre la Chine et les États-Unis se développe une relation plutôt de confrontation qu'une relation d'interdépendance et de coopération, on a un scénario beaucoup plus instable pour les 20 prochaines années.



Mais il est très difficile de savoir comment ce monde s'organisera, en tout cas il y a un certain nombre de possibilités : soit il y a un scénario anarchique, c'est-à-dire des pôles de puissance auront des relations entre eux en fonction de leurs intérêts, et donc peuvent parfaitement coopérer par exemple sur le réchauffement climatique, et parfaitement se faire la guerre pour l'accès au pétrole africain par exemple. Ainsi, c'est un mode de relation totalement, anarchique, imprévisible, parce qu'il ne repose sur aucune institution permettant une anticipation sur les relations entre tel ou tel pôle. Ceci est une possibilité.

2. La deuxième possibilité, c'est un mode de relation de confrontation, et on en a vu des tentatives en particulier chez certains intellectuels américains ces dernières années, en particulier chez les néoconservateurs, avec cette idée que le monde à l'avenir devait être réduit à deux systèmes : d'un côté des démocraties occidentales, l'alliance des démocraties, et de l'autre tous les autres perturbateurs de la planète, c'est-à-dire essentiellement la Chine et le monde arabo musulmans. Ainsi, c'est une tentative de réduire la complexité de la mondialisation à un système binaire : l'alliance des démocraties d'un côté et les autres. Je ne suis pas certaine que ce scénario soit définitivement enterré par la victoire de M. OBAMA, mais en tout cas c'est une possibilité que la complexité de ce monde finalement se réduise à cet affrontement, soit civilisationnel, soit simplement idéologique entre nous et eux, c'est-à-dire les démocraties et les autres.

3. Et puis l'on peut avoir un troisième scénario, qui est celui que l'Union Européenne devrait normalement préférer, valoriser et mettre en œuvre : c'est un scénario où les pôles de puissance s'intègrent dans des institutions multilatérales, c'est-à-dire rentrent dans des systèmes multilatéraux ; d'ailleurs, il faut qu'on leur donne de la place, il faut qu'on les fasse rentrer, qu'on leur donne des sièges au Conseil de Sécurité des Nations Unies, au FMI, à la Banque mondiale. On en a vu un tout petit





exemple il y a un mois pour gérer la crise financière avec la réunion pour la première fois du G20 au niveau des chefs d'État, donc cette idée que le monde doit être géré de façon multilatérale, par la coopération de tous, dans les grandes institutions financières dont nous disposons. C'est un des scénarios possibles, ce n'est pas forcément le plus probable ; c'est sans doute le plus souhaitable quand on est européen. Cela est une des grandes questions dont dépendra la plus ou moins grande stabilité de l'environnement international, le type de relations qui se nouera avec les grands pôles de puissance.

### **Rentrer dans la modernisation économique ?**

La deuxième grande question globale, c'est l'évolution de l'insécurité en 2025, par grandes masses. Nous, notre conclusion c'est de dire que l'insécurité va suivre les échecs de la mondialisation. Il y a trois grandes zones d'incertitude évidentes, et que tous les chiffres confortent : le monde russe, le continent africain, et le monde arabo musulman. Est-ce que ces trois zones vont réussir à rentrer dans la modernisation économique, vont-elles réussir à moderniser leur société suffisamment pour les sortir en grande majorité de l'état de sous-développement dans lequel pour beaucoup elles sont encore ?

Pour la Russie nous avons des perspectives relativement positives ; il est possible, voire probable que la Russie arrive à tenir son pari, et à faire rentrer ce pays dans la modernité économique, même si cela est au prix d'un autoritarisme politique et de régression politique majeure, en termes de droits de l'homme, d'arrêt de la démocratie etc., c'est-à-dire un modèle chinois importé en Russie. En revanche, tous les chiffres sont au rouge, pour le continent africain et la zone Moyen-Orient, qu'il s'agisse d'indicateurs économiques, d'énergie, d'environnement, de démographie ; ces deux continents cumulent des développements négatifs, bien sûr certains pays dans ces zones peuvent réussir mieux que d'autres, et certains le font ; mais globalement pris comme grand ensemble géographique, notre conclusion, n'est que ni l'Afrique ni le Moyen-Orient ne rentreront à l'horizon 2025 dans la modernité économique avec toutes les conséquences que l'on peut en tirer en termes d'instabilité de ces régions, en termes de frustration des populations, en termes de « haine », en tout cas de revendications, de ressentiment à l'égard des pays occidentaux et des autres pays de leur région qui eux réussiraient à rentrer dans la mondialisation. Je vous donne quelques chiffres : j'ai dit tout à l'heure que la réduction du nombre de pauvres est historique depuis 1980 - ce sont les Nations unies qui le disent -, avec - 400 millions de pauvres en 20 ans, mais en Afrique c'est l'inverse.

400 millions, c'est le chiffre mondial, parce que l'on y inclut essentiellement des Asiatiques. Mais lorsqu'on regarde la population africaine, sur des chiffres de l'ONU, il y avait 160 millions de pauvres, c'est-à-dire avec moins de 1 \$ par jour de subsistance en 1980 en Afrique, il y en aura 300 millions en 2025. Ainsi pour l'Afrique, la courbe est totalement inverse de la courbe mondiale en termes de sortie de la paupérisation. Trois cinquièmes de la population africaine n'auront pas accès à des sanitaires ; un tiers de la population n'aura pas accès à l'eau potable. Et je rappelle d'ailleurs qu'au niveau mondial, une personne aujourd'hui meurt de faim dans le monde toutes les cinq secondes, ce sont des chiffres que l'on oublie, mais qui sont des réalités de cette mondialisation et de cet enrichissement considérable de la planète que nous connaissons aujourd'hui.

Un deuxième point sur l'insécurité : une insécurité qui va se concentrer dans les zones d'échec de la mondialisation, et donc pour nous essentiellement en Afrique et dans le Moyen-Orient ;

c'est un point qui peut effectivement faire débat. C'est une des conclusions que nous tirons, avec une vision un peu plus positive pour la Russie ; mais c'est un point sur lequel effectivement on peut discuter, mais nos pronostics sont assez sombres pour ces deux grandes zones sud à la périphérie de l'Union Européenne.

### **L'avenir de la démocratie dans le monde ?**

Troisième grande question globale : l'avenir de la démocratie, comme système politique. Vous savez que ces dix dernières années grâce à l'administration du Président Bush, le grand thème à la mode était la démocratisation du monde y compris par la force en Irak. Nous ne prenons pas parti sur ce débat, mais nous avons une analyse de la démocratie un peu différente, avec une grande question : qu'en sera-t-il de l'évolution politique de la Chine ? Parce que toute la science politique occidentale, tout ce que nous avons appris, tout ce que j'ai appris, dans nos universités, c'est qu'il y a une corrélation entre un certain degré de développement économique et un certain degré de démocratie. Et que toute l'histoire de la planète, que ce soit l'Europe, l'Amérique latine, montre qu'à partir d'un certain degré de développement économique, les acteurs économiques, en particulier la constitution de la classe moyenne, veulent la liberté non seulement de leurs actifs économiques, mais aussi la liberté des individus eux-mêmes, puis la liberté des acteurs politiques, et que la revendication démocratique est inscrite dans l'enrichissement et dans le succès du capitalisme. C'est ce que l'on apprend en sciences politiques, un peu partout, sur la planète. La Chine prouve le contraire aujourd'hui. Et donc l'une des grandes questions pour l'avenir de la démocratie, c'est de savoir comment évoluera le système politique chinois. Nous n'avons pas de conclusions chiffrées.



Mon analyse, c'est que je crois que c'est tout à fait l'inverse ; le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui le système communiste en Chine a besoin d'enrichissement pour se maintenir. Autrement dit, plus la Chine s'enrichit, plus les communistes restent au pouvoir. Et l'un des grands points d'interrogation des années qui viennent, c'est justement l'effet négatif de la crise financière en Chine ; est-ce que cela va déstabiliser le gouvernement chinois beaucoup plus que ne l'ont été les dix années d'enrichissement que la Chine vient de connaître ?

C'est quand même l'un des grands points d'interrogation, parce qu'évidemment, si le système politique en Chine changeait, si ce pays rentrait petit à petit dans une sphère de démocratisation, cela aurait des conséquences monumentales pour l'évolution des relations internationales, la hiérarchie des puissances avec les Etats-Unis...

## **Avenir de la démocratie en Europe et aux Etats-Unis**

La deuxième question sur la démocratie, que l'on développe beaucoup dans ce livre, c'est l'avenir de notre démocratie chez nous, chez les vieux pays occidentaux - européens ou américains. Parce que si l'on met ensemble un certain nombre de critères :

- le vieillissement de nos populations
- la menace terroriste
- les tensions sur le marché du travail avec la réduction du nombre des jeunes actifs qui devront travailler pour financer une retraite d'une population vieillissante

Si l'on met ensemble ce genre d'éléments, on peut avoir des sociétés occidentales beaucoup plus xénophobes, beaucoup plus hostiles à l'étranger, à l'environnement extérieur, avec toutes les conséquences que certains groupes politiques pourraient en tirer en termes de déstabilisation des démocraties parlementaires. Bien entendu, cela est un point d'interrogation. On ne dit pas que cela va se passer ainsi, mais c'est un des points d'interrogation et de fragilité des systèmes de démocraties occidentales à cause des menaces terroristes et des systèmes sécuritaires que l'on pourrait être amenés à prendre. Aux États-Unis qu'en termes de censure et de surveillance des populations, l'administration américaine était allée très loin. Ajouter à cela, le vieillissement de la population, la peur de l'étranger : on peut se diriger vers un certain nombre d'évolutions négatives dans nos démocraties.

## **La fin de l'hégémonie occidentale**

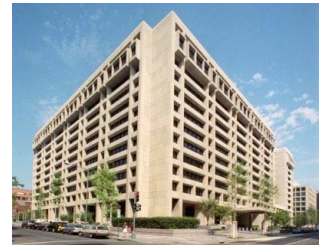
Enfin, dernière conclusion, c'est que nous avons appelé la fin de l'hégémonie occidentale ; c'est un des points sur lesquels nous insistons lourdement ; c'est un des points majeurs que les hommes politiques et les responsables occidentaux ne veulent pas entendre. C'est la raison pour laquelle j'insiste beaucoup dans cette assemblée parce que vous avez tous des responsabilités. Nous vivons une époque historique, qui est la fin de l'hégémonie occidentale sur l'ensemble des relations économiques, financières, politiques et culturelles de la planète. Nous avons dominé le monde depuis à peu près le XV<sup>e</sup> siècle ; nous avons totalement dominé le monde ; nous continuons à le dominer ; nous continuons à dicter l'agenda international sur l'ensemble des sujets ; ceci est terminé. Nous sommes entrés dans une transition qui sera longue, qui prendra une, deux ou trois décennies, mais la transition à mon avis est inévitable, irréfutable.

Nous sommes entrés dans une transition où ce monde ne sera plus le nôtre. Ce monde appartiendra à d'autres ; les leader du monde de demain ne seront plus les occidentaux, et si l'on cumule l'ensemble des indicateurs démographiques, économiques, la parité technologique d'ici 15 ans, le nombre de brevets qui sont aujourd'hui produits en Inde et en Chine dépasse largement le nombre de brevets déjà déposés aujourd'hui par l'Union Européenne.

Sur le plan de l'innovation technologique, nous sommes en train de perdre le monopole du pouvoir qui a été le nôtre pendant quatre ou cinq siècles ; ce qui d'ailleurs n'est pas une tragédie, à mes yeux ; ce qui est tragique, c'est de ne pas vouloir intégrer ces transitions historiques, et donc de ne pas vouloir les gérer.

Le fait de partager le pouvoir avec d'autres puissances de la planète est simplement le fait d'une autre étape du développement économique. Il est évident que si les occidentaux refusent, se crispent sur leur pouvoir et refusent de le partager avec les autres puissances

comme on le fait aujourd'hui : on refuse d'ouvrir le Conseil de Sécurité des Nations unies à un pays comme l'Inde ce qui est une aberration totale ; on refuse de faire entrer la Chine dans le FMI à égalité avec les Américains et les Européens, ce qui est une aberration monumentale. Soit on refuse de partager ce pouvoir, soit petit à petit on partage le pouvoir avec les autres, et à ce moment-là, la transition sera relativement moins douloureuse, que si l'on refuse de le faire. Mais cela c'est un point sur lequel on insiste lourdement : la fin du monopole occidental sur l'ensemble des relations humaines, et le passage de relais petit à petit d'un monde dominé par l'Occident à un monde multiculturel.



## L'Union européenne jouera un rôle de régulateur

Je termine sur l'Europe. Qu'est-ce que tout cela donne pour l'Union Européenne d'ici 20 ans ? Cela donne encore une très grande puissance économique. Aujourd'hui, l'Union Européenne c'est 10 000 milliards d'euros, un PIB de 21 000 € par habitant, l'un des PIB les plus élevés de la planète, 20 % du commerce mondial. Tout ceci se maintiendra à des niveaux à peu près équivalents à échéance 2025, donc il n'y a pas - du moins d'après les documents que nous avons étudiés - et malgré cette crise économique et la récession qui s'annonce, un risque de profonde remise en cause de l'enrichissement accumulé de l'Union Européenne.

L'Union Européenne restera une très grande puissance économique et commerciale, elle restera surtout **une grande puissance normative** - nous sommes le plus grand producteur de normes et de règles sur la planète, - et Dieu merci que l'Union Européenne existe pour inventer de nouvelles régulations dont a besoin aujourd'hui le système international. L'Europe a un rôle absolument majeur à jouer, notamment au niveau de la régulation de la concurrence. L'Union Européenne a été pionnière et lorsqu'elle impose par exemple à Microsoft des pénalités de 482 millions d'euros pour non-respect des règles de la concurrence, Microsoft paye. Elle constitue par conséquent une énorme puissance normative, régulatrice de la planète, une énorme puissance attractive. Le nombre des pays qui vont vouloir entrer dans l'Union Européenne va exploser ; nous sommes 27 aujourd'hui, et en 2025, s'il n'y avait pas de problème politique, nous serions facilement 35 à 37, parce que tous les pays du continent européen jusqu'au Kazakhstan - parce que l'on ne sait pas trop où est la frontière géographique de l'Europe - voudront rentrer dans l'Union Européenne. Mais, hélas il y a deux grands maux sur le développement de l'Union Européenne :



1. **Le vieillissement de sa population**, parce que cela aura des conséquences en termes économiques, en termes de capacité d'innovation, en termes de migration, en termes de tension entre les jeunes travailleurs et les non actifs. Donc un vieillissement qui va devenir non seulement un problème économique et social, mais aussi un problème sécuritaire.

2. **La dépendance énergétique** : ceci est la grande faiblesse de l'Union Européenne : c'est qu'elle sera très dépendante pour sa consommation énergétique des pays les plus instables du monde que sont la Russie pour le gaz, et puis l'Algérie le Moyen-Orient pour le pétrole et le gaz. Il y a eu récemment un sommet européen ; les Européens ont décidé ce que l'on appelle les 3 fois 20, c'est-à-dire d'ici 2020 de réduire de 20 % leur consommation énergétique, d'augmenter de 20 % les énergies renouvelables, et de réduire de 20 % la production de gaz à effet de serre. Ils ont indiqué ce chiffre que j'ai relevé : en 2025, l'Union Européenne sera dépendante à 75 % de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique, et l'extérieur étant

- je le répète - extrêmement instable ; ce qui pose un problème très simple : soit on s'associe à ces pays instables qui ont le pétrole et le gaz, et l'on ferme les yeux sur les atrocités qu'ils peuvent commettre chez eux ou autour de chez eux - c'est une possibilité. Soit, on est prêt à faire « des guerres de l'énergie » pour aller s'approprier les réserves là où elles sont. Cette dépendance énergétique majeure de l'Union européenne, qu'elle a beaucoup plus que les Etats-Unis, est une de ses grandes faiblesses. Pour l'avenir, il faudra trouver la solution à cette dépendance énergétique.

### **Conclusion : paradoxe européen**

L'Union Européenne est très fragilisée par la mondialisation. Quand on demande aux opinions publiques européennes dans leurs sondages : êtes-vous contents d'appartenir à l'Union Européenne ? Elles disent non. Il y a très peu de taux de satisfaction des opinions publiques. Et nous savons très bien que les opinions publiques aujourd'hui sont fragilisées par une série de questions nouvelles qui sont totalement conséquentes de la mondialisation :

- Quelles sont finalement nos frontières ?
- A quoi sert l'Union Européenne, parce que faire la paix entre la France et l'Allemagne on savait ce que c'était ; maintenant, quel est le projet européen ?
- Quelle est la limite géographique du projet européen ?
- Quel est le rôle de l'Union dans l'Occident, est-ce que l'on est comme les États-Unis, où est-ce que l'on est différent en tant qu'Européen des États-Unis, au sein de l'ensemble occidental ?
- Y a-t-il une vocation politique de l'Union ou est-ce que c'est simplement un grand marché qui doit s'étendre ?



Nous avons d'un côté toutes ces questions qui fragilisent l'adhésion des opinions publiques à la construction européenne, et en même temps, jamais la mondialisation n'a autant conforté le modèle européen de gouvernance : le partage du pouvoir politique entre les 27. Il n'y a pas de chef, tout est négocié et le plus petit pays a son droit de veto. C'est donc le partage du pouvoir politique, la solidarité entre les riches et les pauvres ; les fonds structurels européens, les régions riches qui donnent aux régions pauvres de l'Union Européenne.

Ce modèle de gouvernance qui est le partage du pouvoir politique et la solidarité entre les riches et les pauvres, c'est exactement ce dont nous aurions besoin au niveau d'une gouvernance mondiale. C'est précisément cela le paradoxe de l'Union Européenne :

- elle est extrêmement moderne et pertinente dans son modèle de gouvernance,
- elle est extrêmement déprimée et déprimante dans son fonctionnement concret.

### **M. le Président CHAUZY :**

Le débat est ouvert.



**M. Michel HENRI :**

*(Membre d'une association dans le domaine de l'environnement et membre du Centre d'Information pour un Développement Solidaire)*

Tout d'abord, merci pour le tableau que vous avez dressé, merci pour la qualité de l'information que vous nous avez transmise. Effectivement, je me suis inquiété un moment lorsque vous avez évoqué le chiffre de diminution de la pauvreté au niveau mondial, mais effectivement il faut tenir compte des aspects géographiques, et en particulier je sais que la problématique de l'Afrique est pour l'instant une augmentation de la pauvreté.

Jean Ziegler  
**LA HAINE DE  
L'OCCIDENT**

**JEAN  
ZIEGLER**

Il y avait en tout cas un propos qui me semble intéressant de mettre en comparaison : c'est celui de Jean ZIEGLER qui est aujourd'hui au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et qui vient d'écrire un livre qui s'appelle : « la haine de l'Occident », et qui met bien en exergue la problématique aujourd'hui de la vision que peuvent avoir les non occidentaux sur la prééminence de l'Occident et la façon dont il veut régenter le monde sans forcément partager le pouvoir. Je pense que ce que vous avez indiqué est très important, notamment au niveau de nos responsables politiques qui doivent savoir effectivement partager le pouvoir au niveau mondial, et non pas se comporter comme la démocratie occidentale qui doit s'appliquer à tout le monde, y compris par la force, mais essayons de nous comprendre et essayons de voir comment ensemble on peut « réussir » l'avenir du monde.

**M. Pierre MOLETTE :**

*(Union des Ingénieurs et Scientifiques au CESR)*

Vous avez évoqué un certain nombre de sujets, en particulier la démographie et l'eau, mais vous n'avez pas parlé de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Pourriez-vous développer ce point-là, s'il vous plaît ?



**M. Hugues BEILIN :**

*(Section Prospective du CESR)*

Je voudrais poser trois questions.

1. Vous avez longuement évoqué la démographie. On a toujours tendance à parler des problèmes et des nécessités de lutter contre les pollutions et la dégradation de l'environnement. Mais on présente toujours comme un constat d'impuissance la montée exponentielle de la démographie, avec la perspective de 9 milliards d'habitants. Je me demande si cela est inéluctable, si avant de s'attaquer aux problèmes de l'environnement, il ne faudrait pas s'attaquer sérieusement à cette question.



Les Chinois ont mené un certain nombre d'actions et ont pris depuis longtemps des décisions sur ce sujet, cela produit un certain effet, ce qui n'est pas le cas dans certains autres pays comme l'Inde, et sans doute en Afrique. Je voudrais avoir votre point de vue là-dessus et sur la priorité qu'il conviendrait peut-être d'accorder à la lutte contre l'explosion démographique particulièrement préjudiciable et déséquilibrante.

2. Vous avez évoqué l'Afrique qui est en train de devenir le premier sous-traitant de la Chine. A votre avis, cela est-il porteur de danger pour l'Europe, ou non ?

3. Nous sommes ici au sud de l'Europe, tout près de la Méditerranée qui est un peu la ligne de partage ou la ligne de fracture vis-à-vis du Moyen-Orient et du monde musulman. Que faut-il en penser sur le long terme ? A l'échéance 2025 et au-delà sans doute. Ensuite, l'Europe est-elle aussi soudée qu'on veut bien le penser ? Je ne pense pas forcément à un clivage Est-Ouest mais à un éventuel clivage qui existe peut-être dans certains domaines entre le Nord et le Sud de l'Europe.

Je vous remercie.

**M. Alain RIVIERE :**

*(Élu d'une petite commune périphérique toulousaine)*

Je vous remercie tout d'abord pour la qualité de votre exposé. J'ai bien noté effectivement que vous preniez en considération les aspects environnementaux. Vous prenez également en considération, au moins partiellement, la fin des ressources fossiles, en indiquant que selon vous, d'ici 2025, le problème ne se poserait pas tellement. Personnellement j'ai une approche différente, mais je suis moins qualifié que vous, donc je ne vais pas polémiquer là-dessus. En revanche, je me demande si ce sont les conséquences de la consommation d'énergie, c'est-à-dire la production d'effet de serre qu'elle induit, qui ne vont pas créer des limites plus fortes que simplement l'épuisement des ressources que vous situez un peu plus tard que 2025. Je me demande s'il ne faudrait pas faire retourner « votre modèle de prévisions » en quelque sorte, pour tenir compte d'un paramètre plus fort, lié à la production de gaz à effet de serre induit d'une part par les énergies fossiles, et d'autre part par l'alimentation humaine et l'aspect méthane.

**M<sup>me</sup> Nicole GNESOTTO :**

Sur le premier point, ce n'était pas une question, mais plutôt un commentaire. J'ai hésité à prononcer le mot « haine de l'Occident », parce qu'il ne faut pas non plus donner l'impression que le monde entier est dans la haine et la frustration par rapport au modèle occidental. C'est largement faux. La vérité c'est que 90 % des individus sur la planète veulent, aimeraient, rêveraient d'un mode de développement économique qui est le nôtre. En revanche, ce qui est vrai, c'est qu'une partie des populations en situation d'échec se radicalisent, sont exploitées par des mouvements politiques et religieux divers. Je pense essentiellement aux mouvements politiques, je ne crois pas que la religion soit une force indépendante dans le monde ; les mouvements politiques savent utiliser les religions à leurs fins politiques et cela se traduit effectivement par des phénomènes extrémistes, de haine, qui ont des implications parfois violentes et terroristes contre les intérêts, et contre l'image de l'Occident en général.



Il est vrai qu'à un certain degré d'échec, de frustration, de ressentiment vis-à-vis de l'Occident qui a été le colonisateur pratiquement de l'ensemble du monde, que ce sentiment produit des phénomènes de rejet, mais qui ne sont pas forcément des phénomènes de haine violente et terroriste. Je n'ai pas lu l'ouvrage de Jean ZIEGLER ; je ne pense pas qu'il rentre dans cette confusion, mais je crois qu'il faut éviter de nourrir l'idée que l'on va vers un « clash des civilisations », qu'il y aura deux grandes masses comme deux équipes de rugby, avec d'un côté l'Occident et de l'autre le monde arabo-musulman, pour ne pas le nommer. C'est plus subtil que cela, mais c'est vrai qu'il y a des vrais phénomènes de ressentiment et de frustration qui sont le terreau d'acteurs politiques qui peuvent eux passer à la violence terroriste.



**Sur la sécurité alimentaire**, encore une fois, je ne suis pas spécialiste ; je suis simplement un bon lecteur de 800 ouvrages. Sur la sécurité alimentaire, premièrement il se passe une chose historique : la révolution du mode alimentaire des Chinois, peut-être des Asiatiques en général, mais aujourd'hui des Chinois, qui sont passés à la consommation de protéines animales, et en particulier de viande. La Chine jusqu'à maintenant, pendant des siècles, trouvait ces protéines plutôt dans les végétaux et dans les céréales ; si vous invitez Marion GUILLOU, la directrice de l'INRA, elle vous expliquera cela très bien ; il y a cette révolution chinoise où les Chinois mangent de la viande, ce qui révolutionne complètement l'image des chinois ; toutes les études montrent que l'image du chinois petit, c'est terminé ; ils feront tous 1m80 en 2025. Ce sont des études très sérieuses. Cela révolutionne également la distribution, en tous les cas, les équilibres alimentaires. Ceci est un premier point très important.

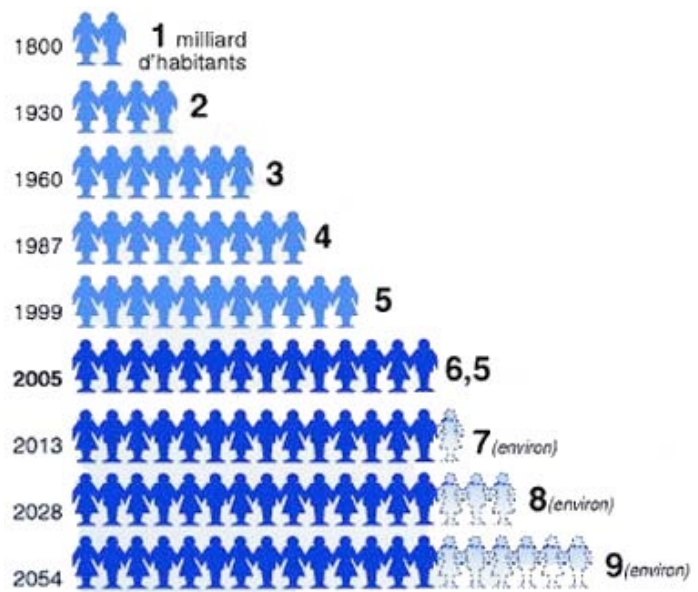


Deuxièmement, il y a les phénomènes que l'on connaît, les phénomènes d'augmentation de la demande des pays qui s'enrichissent et les phénomènes de dégradation de l'environnement et en particulier de réduction de certaines zones, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient, mais également en Amérique latine, du fait de la surconsommation, de la surexploitation, et de la mauvaise exploitation des ressources. Il peut arriver des situations de raréfaction ou des pénuries alimentaires localisées. L'année dernière, nous avons assisté à des émeutes de la faim dans un certain nombre des pays du tiers-monde. Je ne suis pas assez experte pour dire qu'il y aura structurellement un problème de pénurie alimentaire. Tout ce que j'ai lu me fait penser le contraire. Il n'y a pas de pénurie structurelle, mais il peut y avoir, à cause de phénomènes climatiques, de mauvaise gouvernance locale, des phénomènes de pénurie structurelle dans certains continents en particulier en Afrique, avec des crises permanentes sur l'alimentation. Mais l'analyse n'est pas encore faite, c'est tout simplement le début de l'évolution et la modification de la révolution alimentaire chinoise sur l'état du marché mondial de l'alimentation.

Et puis il y a aussi beaucoup de spéculation sur les denrées alimentaires, il est très difficile de déceler ce qui relève de la pénurie et du manque conjoncturel, et ce qui relève de la pure spéculation sur les denrées agricoles, et en particulier sur les produits céréaliers.

Sur la démographie, vous avez posé la question de savoir s'il ne faudrait pas mieux essayer de réduire la démographie ?

Les prévisions des Nations unies sont tout à fait claire : la courbe démographique mondiale n'est pas exponentielle. Nous sommes à 6,4 milliards aujourd'hui, et l'on passera à peu près à 8 milliards ; ensuite, la courbe stagne. Aucune prévision démographique à échéance raisonnable - parce que si l'on prévoit à 2100, cela n'a pas de sens - ne parle d'une population planétaire de plus de 10 milliards d'habitants ; même 9 milliards paraît être



un maximum. Par conséquent, il y a une régulation de la croissance démographique mondiale qui n'est certainement pas une croissance exponentielle.

Cela dit, ce ralentissement de la croissance démographique mondiale est très inégalement réparti sur la planète. Effectivement, la Chine du fait de la politique de l'enfant unique, mais aussi du fait de son développement économique, est entrée dans sa révolution démographique. C'est-à-dire que lorsque l'on regarde la courbe chinoise, elle ressemble de plus en plus aux courbes démographiques européennes et occidentales, avec un phénomène également de vieillissement relatif. Les plus de 65 ans représenteront 20 % de la population en 2025 en Chine, 20 % de la population représentera environ 300 millions de personnes. Toujours en Chine, un phénomène de transition démographique est en train de se réaliser. Le problème pour les Chinois ce n'est pas simplement le vieillissement, c'est qu'il n'y a aucun système de retraite.

Dès lors, si vous avez 300 millions de personnes qui ont une longévité allongée et aucun moyen de subsistance, parce qu'il n'y a ni système de redistribution, ni système de capitalisation pour la retraite ce qui pose un vrai problème de sécurité intérieure. La Chine effectivement est sur une courbe démographique à peu près équivalente à la nôtre. En revanche, pour certains pays du continent africain qui cumulent tous les soucis, la courbe démographique reste extrêmement jeune avec une croissance qui est potentiellement très forte avec +39 % de croissance démographique. Autrement dit, peut-on réduire de façon autoritaire, ou engager des campagnes pour que ces pays réduisent leur accroissement démographique ? Les Nations unies ont lancé de multiples campagnes de ce type qui ont des effets extrêmement limités. Personnellement, je ne crois pas que ce soit du ressort de la communauté internationale. Si la Chine a réussi à le faire, c'était de façon extrêmement brutale et autoritaire, violente, en contraignant les femmes à n'avoir qu'un enfant. Mais, je ne suis pas très inquiète sur l'accroissement démographique global, si j'en crois ce que j'ai lu, parce qu'encore une fois la courbe devrait se tasser assez rapidement, et la population mondiale ne devrait pas excéder, les 9 ou 9,5 milliards d'habitants, ce qui en termes de sécurité alimentaire, est plutôt un élément stabilisateur.

Vous avez également demandé si l'Afrique devenait le premier sous-traitant de la Chine ?

On sait que la Chine investit en Afrique ; par exemple, on a découvert, lors de l'opération militaire au Soudan pour essayer de sauver les populations réfugiées du Darfour, que les Chinois étaient totalement investis dans ce pays, qui est un pays pétrolier. On a découvert que les Chinois payent les routes, les écoles, les bâtiments, et cela dans beaucoup de pays africains. Cela est-il un danger ?



Je crois tout d'abord que pour le développement économique de l'Afrique, cela a certainement des côtés positifs. Ensuite, la question étant de savoir si ce développement est un véritable développement économique, ou si c'est encore une fois par une augmentation de la corruption que les Chinois maintiennent cet investissement économique.

Cependant relativement aux investissements pétroliers chinois, il y a deux solutions :

- Soit on pense que le pétrole dans le monde, et en particulier le pétrole africain, est à nous parce qu'on l'a toujours exploité, qu'il a toujours été pour les occidentaux, et par conséquent la Chine est en concurrence, elle n'a pas le droit, elle vient manger sur nos plates-formes pétrolières, cela est scandaleux et il faut lui interdire l'accès au pétrole africain ; et à ce moment-là, on peut considérer que l'investissement chinois est un danger pour la sécurité énergétique, ou la sécurité tout court, des pays occidentaux,
- Soit l'on considère que le pétrole africain, en l'occurrence appartient d'abord aux Africains, et que c'est une ressource qui fait partie d'un marché. Le marché du pétrole est parfaitement unifié, un marché où l'augmentation de la demande doit se gérer comme on gère n'importe quel problème d'offre et de demande, sur n'importe quel produit qui circule sur la planète. Si l'on a une telle approche, on n'a pas du tout une vision du danger chinois, on a une vision de la concurrence chinoise.



Il faut essayer d'être meilleur que les Chinois pour garder captifs ces marchés pétroliers africains, mais c'est une autre démarche.

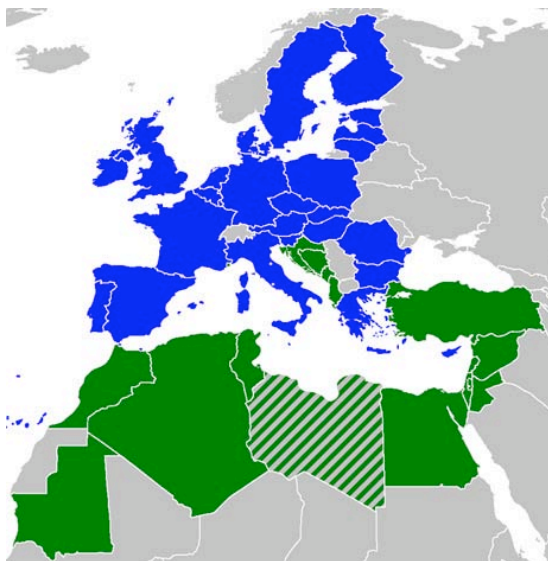
- Et il y a une troisième solution qui consiste à dire : on n'arrivera jamais à se mettre d'accord entre occidentaux, chinois et indiens sur le partage des ressources pétrolières, et en particulier sur le partage des ressources énergétiques d'Arabie Saoudite, de l'Iran, de la Russie, mais il faudrait quand même une espèce de concertation au niveau mondial, une régulation internationale qui fasse qu'on ne se fasse pas des guerres de l'énergie dans les 20 ans qui viennent. Vous savez que l'une des explications de la guerre américaine en Irak était que les Américains voulaient « s'approprier », en tout cas avoir des assurances sur les gisements énormes de pétrole qui sont dans le sous-sol irakien. Personnellement, je ne crois pas à cette thèse, mais elle a été souvent développée. Et si elle était vraie, ce serait l'une des premières guerres du pétrole pour assurer le développement économique des États-Unis dans les 20 prochaines années.

On peut également envisager une gestion plutôt collective, un partage des ressources énergétiques de la planète. Il y a une agence internationale dans laquelle sont membres bien évidemment tous les pays de l'OCDE, presque tous les membres de l'Union Européenne, mais curieusement pas tous parce que d'anciens pays communistes, du moins les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale, ne sont pas encore membres de l'agence internationale de l'énergie. On pourrait réfléchir en tous les cas à une coopération entre l'agence internationale de l'énergie qui est la nôtre et les nouvelles puissances consommatrices comme la Chine et l'Inde. Ce serait un élément de très grande stabilisation pour la sécurité énergétique à venir.



L'Europe, ligne de fracture de la Méditerranée ? Oui, certainement. Mais c'est aussi une ligne de dialogue, de rapprochement, de coopération. Et cela est lié concernant votre question sur le clivage Nord-Sud de l'Europe, s'agissant du Sud j'imagine. Cela a toujours été un état de tension au sein de l'Union Européenne, et certains Etats, en particulier l'Allemagne traditionnellement jusqu'à la fin des années 1990, regardaient vers l'Est tout naturellement.

L'Allemagne voulait se réunifier, ainsi il y avait une hausse politique européenne tirée par l'Allemagne pendant que les états du Sud, la France en tête, disaient : il ne faut pas oublier le Maghreb, il faut développer les relations avec la Méditerranée. Et nous avons eu traditionnellement dans l'Union Européenne deux politiques : une politique d'ouverture à l'Est et une politique d'ouverture au Sud ; le processus de Barcelone qui a maintenant 10 ans a été inventé sous présidence espagnole en 1995, c'est-à-dire qu'au moment où l'on a élargi l'Union Européenne à l'Est, où l'on savait que ces pays étaient devenus des démocraties, en 1994 le Conseil européen de Copenhague a dit qu'on allait prendre ces pays, même si cela allait mettre du temps, en tenant compte de certains critères. Ainsi en 1994, le Conseil européen de Copenhague a décidé un élargissement à 10 nouveaux pays de l'Est, et immédiatement en 1995, sous impulsions française, italienne et espagnole, on crée le processus de Barcelone pour dire : n'oublions pas le Sud, il faut faire avec la Méditerranée, et en particulier avec les pays du Maghreb, des accords de coopération sur la pollution, sur l'environnement...



Par conséquent, nous avons toujours eu ces deux tendances, encore récemment avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, la France a plaidé pour l'Union de la Méditerranée qui est devenue un renforcement du processus de Barcelone, et nous avons toujours la volonté de la part des pays du Sud d'équilibrer la « propension des pays de l'Est » à regarder plutôt vers la Russie que vers la Méditerranée. Et cela a très bien marché jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire que le processus de Barcelone, c'est formidable. L'Union de la Méditerranée dans le processus de Barcelone, c'est également formidable parce que cela oblige les Suédois et les Pays-Bas à s'intéresser à l'Algérie, ce qu'ils n'auraient jamais fait si l'on n'avait pas eu cela. Inversement, l'ouverture à l'Est, à la Roumanie et aux Balkans, oblige les pays du Sud comme le Portugal à s'intéresser à l'équilibre balkanique qui n'était pas dans les gènes historiques du Portugal. Nous avons ainsi toujours eu cet équilibre.



La tension existe, mais elle a toujours donné lieu à deux types de politiques, et jusqu'à maintenant en tout cas, cet équilibre n'a jamais été rompu. Lorsque l'on a fait un pas d'ouverture à l'Est, on l'a fait au Sud. Évidemment, l'ouverture n'est pas la même parce que l'on peut élargir l'Union Européenne à l'Est, et on a fait des promesses d'élargissement, par exemple au pays des Balkans. On n'a pas donné de date mais on sait qu'ils seront un jour dans l'Union Européenne. Et vous savez qu'aujourd'hui, la question est de savoir si l'on va prendre aussi la Géorgie et l'Ukraine. A l'Est, on a la carte de l'élargissement. Au sud, on ne peut pas l'avoir. On ne peut pas s'élargir aux pays du Maghreb simplement parce que ce ne sont pas des pays appartenant au continent européen. C'est absolument impossible. Le Maroc avait fait une demande d'entrée dans l'Union Européenne, il lui a été répondu en 1975 que cela n'était pas possible parce que géographiquement, il ne remplissait pas le critère. Cette tension existe, le clivage existe, mais la gestion du clivage n'est pas mauvaise parce que cela s'équilibre entre l'Est et le Sud.

Pour finir, la dégradation de l'environnement. Oui sans doute, vous avez raison ; vous êtes sans doute plus expert que moi sur ce domaine. Il est évident que la consommation énergétique, l'augmentation de l'alimentation humaine aggravent la pollution, l'un des grands producteurs de gaz polluants, ce sont effectivement les bovins. Je crois comprendre aussi qu'une nouvelle cause de pollution, qui n'est pas une production de gaz à effet de serre, serait nos systèmes informatiques, c'est-à-dire Internet, qui pollueraient énormément. Internet dégagerait des gaz invisibles. Je ne suis pas experte, mais j'ai lu un certain nombre de choses qui m'ont étonnée, je ne doute pas que d'ici 20 ans on se pose la question de la contribution



d'Internet à la dégradation de la biosphère. Il y a 10 ans, il y avait à peu près 200 millions d'utilisateurs Internet ; aujourd'hui, ils sont 1,2 milliards. 300 à 400 milliards de messages sont échangés tous les jours, la fourchette est énorme parce que personne n'arrive à compter. C'est un des phénomènes majeurs de la mondialisation en termes d'ouverture, de circulation des échanges et des idées.

**M. Christian PONCET :**

*(Délégué régional d'EDF en Midi-Pyrénées, et membre de la Section Prospective)*

Vous avez très bien posé me semble-t-il la problématique de l'énergie, en particulier en n'évoquant pas seulement les problèmes de quantité qui sont aujourd'hui assez bien connus, mais en évoquant les problèmes de situation dans les pays, c'est-à-dire des problèmes géopolitiques importants, avec éventuellement des crises, voire des guerres à la clé. Vous n'évoquez pas le problème de l'eau qui me semble de même nature. Est-ce que vous le situez dans une autre sphère ? Ou bien pensez-vous que c'est un problème d'après 2025 ?



**M. Georges BENAYOUN :**

*(Représentant les professions libérales au CESR)*



Madame, je voudrais vous remercier à mon tour de la clarté et de la richesse de vos propos. Vous avez indiqué que les virus allaient se transporter, circuler, se développer. Je voudrais savoir si le profil de la morbidité mondiale allait se modifier ? Va-t-on pouvoir opposer, comme à l'heure actuelle, les maladies de civilisation et les maladies dégénératives, qui font légion dans nos contrées, aux maladies tropicales, en particulier le paludisme dans le tiers-monde ?

**M. Jean-Claude LUGAN :**

*(Membre de la Section Prospective – Professeur émérite à l'Université des Sciences Sociales de Toulouse)*

Merci d'abord pour ce scénario tendanciel, très bien renseigné. Vous avez évoqué la possibilité d'événements imprévisibles et aléatoires qui pourraient modifier les trajectoires de ce scénario, et crédibiliser des scénarios de rupture. Mais le diagnostic reste sombre. Il a été établi entre 2002 et 2006, si j'ai bien compris, c'est-à-dire avant le début de la crise. Et vous écriviez dans votre conclusion, que le cadre institutionnel de la gouvernance mondiale devrait être refondu, revu, pour parer aux changements ou gérer les changements, et parer à des ruptures imprévisibles qui deviennent semble-t-il beaucoup plus prévisibles. Mais ce qui m'a frappé c'est que quelques lignes plus loin, vous écriviez aussi qu'il était douteux que les conditions d'une telle réforme de la gouvernance mondiale soient possibles. D'où ma question : est-ce que la crise créerait de nouvelles conditions qui seraient au fond plus favorables à une organisation pertinente et efficace de la gouvernance mondiale ?



**M. Jean-Pierre ROSIERE :**

*(Président du GREP - Groupe de Recherche pour l'Education et la Prospective - Midi-Pyrénées)*

Madame, je voudrais revenir sur un paradoxe que vous avez bien mis en évidence : vous nous avez dit que la mondialisation n'était pas mondiale, c'est-à-dire qu'il y avait beaucoup d'exclus, en particulier l'Afrique et le Moyen-Orient ; puis, vous nous avez dit que finalement ces exclus-là, c'étaient ceux qui possédaient les ressources naturelles nécessaires au développement de cette mondialisation. Il y a donc une tension potentielle très forte. Pouvez-vous développer un peu plus ? Vous n'avez pas parlé de co-développement, qui est un mot que l'on a employé à un certain moment, et qui permettrait peut-être d'amoindrir ces tensions. J'imagine mal comment des populations peuvent fournir à un groupe extérieur à une autre population des ressources nécessaires, tout en étant exclues du système.

**M<sup>me</sup> Nicole GNESOTTO :**

Dans le chapitre environnement, ce n'était pas le réchauffement climatique à court terme, à 2025 qui poserait de grands problèmes mais plutôt les pollutions des grandes mégalopoles du tiers-monde et l'accès à l'eau potable. Par exemple, au Moyen-Orient, les chiffres que nous avions montraient que l'accès à l'eau potable par tête va diminuer de 50 %. Aujourd'hui au Moyen-Orient, un habitant dispose d'à peu près 1200 m<sup>3</sup> par tête d'habitant. Cela chutera à

600 m<sup>3</sup>, soit une baisse de 50%. C'est par conséquent véritablement un problème de gouvernance pour ces pays ou tout simplement de survie de certaines populations et donc de solidarité. Mais c'est aussi une arme majeure de la part des pays qui détiennent les sources des fleuves, les sources d'eau potable qui alimentent les zones de cette région. Ainsi, on voit très bien que les guerres de l'eau sont des scénarios possibles dans les années à venir sur certaines zones, en particulier sur la zone du Moyen-Orient.

Sur les grandes pandémies, faut-il opposer les maladies de civilisation et les maladies tropicales ? Non, certainement pas ! Un compte-rendu d'une étude récente a montré que dans nos pays, la fertilité masculine en 50 ans a diminué de 50 % à cause des plastiques. Ce n'est pas une maladie, mais cela a des conséquences en termes de survie de la population occidentale. Nous sommes dans une croissance démographique négative ou presque, nous voyons très bien qu'il y a des maladies - en tout cas des effets sanitaires - qui sont directement liées au développement économique et en particulier à cette pollution par les plastiques. Il y a également une augmentation de 30 % des cancers dans les sociétés développées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Là aussi, très probablement cela est lié à un mode de développement économique, à la pollution des sols, des engrais...

Ainsi, il y a des maladies de ce type qui bien évidemment ne s'exportent pas dans les pays non développés parce que ce ne sont pas des maladies contagieuses, elles ne peuvent pas se voir dans les pays en développement à partir du même degré de développement ou de pollution que dans les nôtres. Il y a au contraire dans les pays du Sud des pandémies, l'apparition de nouveaux virus, ou le réveil d'anciennes souches. Personne ne sait par exemple si un jour la tuberculose ou même la variole ne renaîtra pas ; la tuberculose n'est pas éradiquée, mais la variole, oui. On a une possibilité de transmission extrêmement rapide de nouveaux virus, de nouvelles maladies à cause des moyens de transport, et surtout - et c'est là où je n'oppose pas les choses - parce que nous avons des mutations possibles de virus que l'on croyait stabilisés, que l'on connaissait et que nous savions soigner. Nous avons des mutations possibles de virus qui peuvent être des formes tout à fait meurtrières et que l'on ne maîtrise pas. L'exemple le plus caricatural que l'on a aujourd'hui, c'est le moustique de la dengue, le chikungunya à la Réunion qui a muté, et qui est maintenant très bien installé en Provence. Nous ne savons pas quelles seront les conséquences du développement de cette maladie sur l'évolution de certains types de grippe, puisqu'en principe le chikungunya donne une grippe très sévère que l'on appelle la dengue, avec des hémorragies... Ce qui est très important, c'est que la mondialisation d'une part ne permet plus d'isoler les maladies contagieuses à certaines régions du monde ; au contraire, elles se propagent extrêmement vite, et surtout elles peuvent muter en fonction de leur propagation, en fonction de leur parcours.



Il y a aujourd'hui un autre phénomène sur lequel on ne lit aucune explication, qui est un phénomène mondial que l'on n'arrive pas à expliquer, mais dont on pense qu'il est un des effets de la pollution et de la mondialisation : c'est la disparition des abeilles dans le monde, et on ne sait pas pourquoi. Mais c'est un phénomène sur lequel les chercheurs de l'INRA notamment se penchent, et qui est sans doute lié à un certain type de développement. Par conséquent ce qui est très important concernant les maladies, c'est de prendre la dimension planétaire du problème. Par exemple, lorsque nous avons eu des risques de grippe aviaire en Europe - c'était il y a deux ans - les gouvernements, et sans doute les régions, avaient pris un certain nombre de mesures préventives, et tous les ministères avaient une feuille de route de



façon à ce que l'on sache parfaitement quoi faire, si jamais les épidémies arrivaient chez nous par avion ou par bateau ; les premières mesures du gouvernement français et de tous les gouvernements européens consistaient à fermer les aéroports, à arrêter les trains, et à consigner les gens chez eux, à arrêter totalement la vie de la nation le temps qu'il fallait pour éradiquer ce virus s'il était arrivé de façon massive chez nous.

Ces plans existent ; ils existent dans tous les ministères et ils seront mis en œuvre si jamais une autre épidémie de ce type arrivait chez nous. Ainsi, en termes de sécurité sanitaire, les grands risques portent davantage sur le voyage ou la mutation des nouveaux virus que sur les maladies de civilisation, parce que les progrès de la médecine sont tellement spectaculaires et tellement liés immédiatement à l'apparition de ces maladies, en particulier du cancer, et je ne crois pas que cela représente des risques sanitaires massifs. L'étude dont je parlais montrait une augmentation de 30 % des cancers depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et maintenant certains cancers sont devenus totalement bénins - on ne meurt pratiquement plus d'un cancer du sein aujourd'hui. C'est un des progrès spectaculaires de la médecine chez nous. En revanche, sur les grandes pandémies, et sur l'apparition de nouveaux virus, la médecine - et en particulier l'OMS - est totalement démunie parce que, par définition, ils seront nouveaux, et nos sociétés ne sont pas habituées ou préparées à les combattre.



Pour le pronostic sombre, oui. Et là je dirais, un peu à ma décharge, que le propre de la prospective, c'est qu'elle a tout faux comme vous le savez. Et l'exercice que nous avons fait avant de commencer cet ouvrage, c'est que nous avons lu les ouvrages prospectifs qui avaient été écrits il y a 15 ans : en 1990. Evidemment, on s'aperçoit que les ouvrages prospectifs qui avaient été écrits il y a 20 ans étaient « tous faux » ; c'était très difficile de prévoir d'une part la mondialisation, de prévoir la chute de l'empire soviétique, de prévoir la démocratisation de l'Europe de l'est et l'entrée de ces pays dans l'Union Européenne.

C'étaient des choses absolument non prévisibles, il est évident que l'on tire des lignes probables, mais que par définition les études prospectives ont deux défauts majeurs :

1. Elles ne prennent pas en compte les politiques qui peuvent être décidées pour inverser les tendances qu'elles-mêmes décrivent. Moi, je vous ai décrit les tendances, mais on aurait pu faire un deuxième volume pour dire aux Européens : « voilà ce que vous devez faire pour inverser ces tendances ». Les études prospectives ne prennent pas en compte les décisions politiques qui pourraient être prises pour inverser les tendances négatives qu'elles décrivent.
2. Elles ne prennent pas en considération - parce qu'elles ne le peuvent pas - la vie, l'humain, la surprise, la créativité des populations, ce qui fait que nos sociétés sont bien autres choses que des tendances tirées à partir de grands indicateurs. Ceci étant dit, le pronostic est sombre, mais on peut avoir tout faux, et l'on peut avoir un avenir radieux devant nous en 2025 - personnellement, j'adorerais, mais je n'y crois pas beaucoup !

En revanche, s'agissant de votre question en rapport avec la crise économique, financière, sociale actuelle, et le fait de se demander : est-ce que plus il y a de crise, plus il y a de chances que les responsables politiques mondiaux acceptent de mettre en place une gouvernance mondiale à peu près équitable, à peu près efficace, et surtout à peu près légitime ? Cette gouvernance mondiale ne peut être efficace que si les autres puissances y trouvent leur

compte et qu'elles en font parti. Par conséquent, à la question de savoir si la crise actuelle peut favoriser cette prise de conscience de la nécessité de partager le pouvoir, de partager les risques, de partager les solutions de façon à réduire au maximum les effets négatifs de la crise, il y a deux façons de répondre.

Si vous regardez au départ de la crise financière, la réponse de l'Union Européenne : c'est le « chacun pour soi ». Les Irlandais disent : « moi je sécurise 70 % des avoirs bancaires de mes clients ». Les Allemands disent : « moi je sécurise 100 % des avoirs bancaires de mes clients ». Les Autrichiens qui avaient peur que la population mette son argent dans des banques allemandes ont été obligés de dire qu'ils assuraient 100 % des avoirs de leurs clients.

### **Une concertation au niveau mondial**

Ce n'est que dans un deuxième temps que l'esprit européen est revenu, et que l'on a décidé de coordonner tout cela pour essayer de trouver des principes communs au niveau de l'Union Européenne. Ce qui me frappe, c'est que le premier réflexe a été le « chacun pour soi », cela sera-t-il identique au niveau mondial ? On dirait que c'est plutôt l'inverse.

Le premier réflexe au niveau mondial, c'est plutôt la concertation. On se réunit entre grands pays et l'on réunit tout le monde aussi bien l'Australie, l'Arabie Saoudite, le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Amérique latine, tout cela avec les grandes puissances occidentales. On essaye de se mettre d'accord non pas sur des politiques ou des réponses, mais du moins sur des principes de coopération. C'est à la fois très satisfaisant et encourageant. Effectivement je crois que le niveau de la crise est tel que les Etats n'ont pas envie de prendre des risques tout seuls, et qu'il vaut mieux partager les risques quand il y a des milliards et des milliards de dollars à perdre sur l'ensemble de la planète. La question que je me pose, c'est de savoir si l'aggravation de la crise ne pourrait pas inverser cette tendance, autrement dit l'inverse de ce qui s'est passé dans un premier temps au sein de l'Union Européenne ?

La crise est actuellement sévère mais gérable. On coopère pour partager les risques et limiter les dégâts. Si la crise devenait absolument brutale, c'est-à-dire s'il y avait demain 3 millions de chômeurs en plus aux États-Unis parce que l'ensemble de l'industrie automobile serait sinistré et que le congrès refuserait de financer tout cela, n'aurions-nous pas de nouveaux du chacun pour soi, c'est-à-dire des mesures très protectionnistes sur certains secteurs de l'économie ? C'est une crise sévère qui peut être un facteur favorable à l'émergence d'une gouvernance mondiale à peu près équitable et légitime. Trop de crise ou trop de crise sévère, à mon avis, risquerait au contraire de faire voler cette solidarité en éclats et de précipiter chacun dans le « chacun pour soi ». Il me semble qu'il ne faut pas que cela s'aggrave trop parce que je crains une réaction souverainiste de la plupart des états.

### **M. Denis DIEUDONNÉ :**

(Ingénieur agronome à la retraite)

Madame, vous avez évoqué le choc de 1989 avec l'effondrement du mur de Berlin, et l'on peut dire que c'était également l'effondrement du totalitarisme communiste en Europe. Nous avons vu toutes les conséquences pour l'Europe ; 15 ans plus tard, une partie des pays de l'Europe de l'Est est entrée dans l'Union Européenne. Est-ce qu'aujourd'hui, on n'assiste pas, à l'automne 2008, à l'effondrement du totalitarisme libéraliste, avec tous ses excès ? Et quelles pourront en être les conséquences ? Vous avez évoqué un certain nombre de pistes. Votre exercice est centré sur l'évolution des conséquences de l'économie de marché notamment en matière de

pollution chimique. Ces pollutions, en matière d'agriculture, de médecine, d'industrie, sont importantes pour l'évolution de la biosphère et de l'espèce humaine. Par rapport à votre exercice, si vous le refaisiez aujourd'hui, mettriez-vous davantage l'accent sur ces éléments d'économie non-marchande ?

**M. Jacques PECHENAT :**

*(Président des Hautes Études de Défense Nationale pour Midi-Pyrénées)*

Je voudrais aborder la question sécuritaire. Vous avez parlé plusieurs fois de guerre de l'eau, de guerre de la faim, de guerre pour le pétrole ou les énergies, et de crise de l'hégémonie. Il est évident qu'à chaque fois qu'il y aura crise, il y aura effectivement des risques de guerre importants. Or, après la chute du mur de Berlin, on a envisagé des dividendes pour la paix ou des dividendes de la paix. On s'est évertué à les tirer, et il s'avère que la croissance et les dépenses militaires mondiales ont explosé à partir de cette période-là ou tout au moins ne se sont pas ralenties comme on l'espérait. Elles ont vraiment trop grandi et c'est un grand risque



pour le monde. Les risques sont importants pour l'économie marchande sur les questions de transport. On connaît l'histoire des côtes de Somalie, mais aussi du canal de Malacca ; on connaît le problème de la prolifération nucléaire. Et l'on sait très bien que dans le développement multipolaire que nous avons aujourd'hui, certains pays qui avaient décidé de ne plus avoir d'armement nucléaire sont tentés éventuellement de revenir en arrière.

Dans cette situation-là, ne pensez-vous pas que pour l'Europe, où cela fait deux semaines aujourd'hui que nous avons fêté le 10<sup>ème</sup> anniversaire des rencontres de Saint-Malo où nos amis britanniques ont enfin compris que la défense de l'Europe était européenne et pas seulement atlantique, il y a une prise de conscience indispensable ? Le Président de la République avait mis ce point fondamental à l'ordre du jour prioritaire pour la présidence de la France à l'Union Européenne. Et bien évidemment, il est passé à la trappe compte tenu des événements ; ce qui est logique. Mais ne pensez-vous pas que la présidence tchèque continuera à laisser le sujet dans la sacoche, et ne l'avancera pas, puisqu'eux-mêmes acceptent de mettre des missiles sur leur sol, lesquels missiles seront commandés de Washington, même pas de Bruxelles.

**M. Bruno LAFAGE :**

*(Représentant la CFDT au CESR Midi-Pyrénées)*

Une question très sociale : on s'aperçoit, et vous ne l'avez pas évoquée dans votre présentation, que la délocalisation d'une certaine partie des industries dans des pays émergents fait aussi naître des luttes sociales dans ces pays pour une meilleure qualité de vie et de conditions salariales. N'a-t-on pas trop tendance en Occident à prédire l'avenir en regardant un peu dans le rétroviseur ? J'aurais simplement voulu savoir s'il existait des prévisionnistes issus des pays émergents ? Des Indiens, des Chinois, des Sud-africains, des Kenyans - peut-être, produisent-ils des ouvrages qui donneraient une autre vision et qui pourraient enrichir la nôtre. Je vous remercie.



**M<sup>me</sup> Nicole GNESOTTO :**

Je vous remercie. Je m'aperçois que j'ai oublié une question tout à l'heure par rapport à un monsieur qui parlait du co-développement. C'est assez lié avec la première question sur ce que l'autre participant appelle « l'effondrement du totalitarisme libéral ».

Sur le co-développement, c'est effectivement de façon idéale, la solution. De façon pratique, cela ne marche pas soit parce que les Etats ne veulent pas, soit parce que lorsqu'ils font de l'aide au développement, cela ne marche pas. Mais je suis absolument convaincue que si l'on regarde les choses de façon rationnelle, indépendamment de toute considération d'intérêts politiques, il est évident que le monde marche sur la tête. Je vais vous donner deux chiffres :

- le chiffre de dépenses militaires dans le monde,
- et celui de l'aide au développement dans le monde.



Les dépenses militaires dans le monde - cela varie avec les guerres américaines, mais disons que l'année dernière les Américains à eux tous seuls ont dépensé environ 1 000 milliards de dollars en budget de défense, soit la moitié des dépenses militaires dans le monde. On parle beaucoup de menaces chinoises, je fais une autre parenthèse, la Chine ne représente que 90 milliards de dollars de dépenses militaires. Ce sont quand même des masses différentes.

S'agissant des dépenses d'aide au développement dans le monde, c'est 100 milliards.

Vous avez 2 000 milliards pour la défense, 100 milliards pour l'aide au développement.

Sur les 2 000 milliards pour la défense, les Américains donnent 50 %. Sur les 100 milliards d'aide au développement, les Européens donnent 60 %. On est chacun leader sur l'un des pôles de dépenses publiques. Evidemment, les Européens ont raison de mettre le « paquet » sur l'aide au développement plutôt que sur les dépenses militaires. Mais ce déséquilibre entre les dépenses militaires et les dépenses d'aide au développement public dans le monde est tout à fait irresponsable. Je crois que si la planète était responsable, forcément on essaierait, non pas de supprimer les dépenses militaires - je ne suis pas utopiste - mais au moins d'équilibrer un peu mieux ce que le monde dépense pour se défendre ou pour faire la guerre, et ce que le monde dépense pour éviter les guerres du futur, c'est-à-dire en aidant les pays pauvres à se développer. Mais le déséquilibre est quand même énorme, vous voyez qu'en termes de codéveloppement, on peut bien sûr avoir ses idéaux, ses militantismes, mais ce n'est certainement pas une pratique et une réalité, ni d'aujourd'hui, ni de demain.

Et cela me permet d'enchaîner sur la première question du troisième groupe d'intervenants. S'agissant de l'économie non-marchande et par conséquent le développement durable, est-ce que si j'avais à refaire le livre, je me centrerai plutôt là-dessus ? La réponse est non parce que cela est insignifiant dans l'évolution du monde. Je crois que le thème du développement durable, et cela est effectivement nouveau, dans les 20 dernières années est devenu un thème politique majeur de l'ensemble des pays occidentaux, beaucoup plus pour des raisons de préservation de la biosphère, de préservation de la planète, que pour des raisons de solidarité

économique avec les pays pauvres. C'est très bien que cela devienne un thème politique majeur, mais encore une fois, sans révolution technologique que personne n'arrive à anticiper.

Supposons que demain, on puisse voyager avec des avions sans pétrole et des voitures sans énergie fossile. Ainsi, sans invention humaine, comment un système de développement durable et respectueux de la planète, de l'environnement et soucieux de réduire le différentiel de richesses entre les riches et les pauvres, comment ce système pourrait remplacer le système d'économie marchande libérale que vous appelez le « totalitarisme libéral ». Je m'inscris en faux avec votre permission sur ce vocabulaire ; je crois que le totalitarisme est un mot très précis pour un système politique et il ne faut pas le galvauder, ne serait-ce que par rapport aux victimes qui sont derrière ce mot « totalitarisme ».

### Une défense européenne ?

Concernant l'augmentation des dépenses militaires, la prolifération nucléaire, l'Europe doit-elle avoir une défense européenne ? Vous prêchez une convaincue puisque pendant sept ans, j'ai dirigé une agence de l'Union Européenne dont le but était de promouvoir la défense européenne. Mais encore faut-il savoir ce que l'on appelle « une politique de défense européenne ». En ce qui me concerne, je ne suis absolument pas favorable à l'augmentation des dépenses militaires des Européens parce que cela ne sert à rien. On dépense à peu près 160 milliards d'euros tout confondus en matière militaire et l'on n'a absolument pas besoin de dépenser plus. On a peut-être besoin de dépenser mieux. Autrement dit, je suis pour que l'Europe prenne en main sa défense et surtout la pacification des zones de troubles de la planète, mais pas sur un modèle américain. Je crois que l'on peut être un très bon allié des États-Unis et avoir un mode de régulation de la sécurité internationale qui soit différent, qui soit proprement européen.



Les Européens ne sont pas faits pour être le gendarme du monde, ni pour imposer tel ou tel système ; ils sont faits pour stabiliser les crises, pour séparer les combattants, pour obliger les gens à négocier sur des solutions qui sont inventées par les gens du pays ; on n'impose pas de l'extérieur des solutions inventées dans des cerveaux occidentaux. L'une des raisons de nos difficultés en Afghanistan aujourd'hui, c'est qu'on a essayé d'imposer sur un modèle afghan médiéval que je connais très mal, mais dont je sais qu'il n'a strictement rien à voir avec la démocratie parlementaire, on essaie d'imposer un système qui ne correspond pas à l'héritage historique du pays.

Je crois que les Européens devraient faire un modèle de défense européenne suffisamment conséquent pour se défendre si besoin est, mais en même temps respectueux des solutions régionales aux crises diplomatiques. Je ne crois pas que nous ayons besoin d'augmenter les dépenses militaires ; je ne crois pas non plus que nous ayons besoin d'être totalement indépendants des États-Unis. Nous sommes alliés de l'Amérique et nous avons besoin de l'Amérique dans de nombreux domaines. Je ne crois pas non plus que les Tchèques vont porter très haut ce flambeau ; les Tchèques sont un pays traditionnellement Atlantiste ; ils ont une priorité qui est une défense antimissile contre la Russie ; je crois qu'ils n'ont pas une priorité sur la défense européenne. C'est un dossier qui de toutes les façons n'est pas porté en période de crise économique. Cela dit, lorsque vous regardez tous les sondages d'opinion, tous les sondages d'Eurobaromètre que nous avons maintenant depuis plus de 10 ans, vous avez



dans tous les pays, y compris en Grande-Bretagne qui est un des pays les plus traditionnellement considérés comme hostiles à la défense européenne, une moyenne de 70 % de la population européenne qui veut l'Europe comme grand acteur mondial. 70 % des Européens veulent une défense commune, veulent que l'Union soit un acteur politique sur la scène internationale, veulent que l'Union ait une influence dans l'évolution du système politique international. Cela devrait être un argument politique important pour les gouvernements. Ça l'est parfois en fonction des crises, et cela ne l'est pas pour d'autres.

Je termine sur ce point : il y a beaucoup de crises dans le monde que l'on peut et que l'on doit gérer sans moyens militaires. Le plus grand exemple pour moi étant la crise iranienne. Je ne crois pas du tout qu'il y ait une solution militaire à la crise iranienne et au risque de prolifération nucléaire à partir de l'Iran. Et là les Européens, tous confondus, se sont distingués beaucoup des Américains en disant dès 2003 qu'il n'y a pas de solution militaire au risque de prolifération nucléaire iranienne. Ainsi l'Union peut être un grand acteur de sécurité, si elle réussit à régler ce problème iranien sans utiliser le moindre fusil. Autrement dit, être une grande puissance, ce n'est pas forcément dans la mondialisation synonyme d'avoir une grande armée.

Enfin, les délocalisations. Vous avez parfaitement raison. La mondialisation, c'est aussi une déstabilisation possible dans les pays qui rentrent dans la mondialisation. Nous avons vu des émeutes sociales déjà en Chine. Nous avons vu aussi des émeutes, moins sociales qu'ethniques, mais portées par des différentiels de développement économique en Inde. Vous avez parfaitement raison. D'autant que l'Inde est un pays extrêmement contradictoire : vous avez encore un tiers de la population indienne en état de pauvreté ; 50 % de la population indienne vit de l'agriculture. Mais l'Inde est devenue le premier pays au monde pour l'ensemble des technologies et des industries informatiques, donc un pays extrêmement contrasté. Vous avez ainsi parfaitement raison : la mondialisation peut aussi déstabiliser les populations des pays qui y rentrent.

Y a-t-il des travaux de prospective chez eux ? Oui, absolument. Il y a même un ouvrage qui vient de sortir - qui n'est pas sur la prospective - aux éditions de Sciences-Po : la mondialisation vue des autres sous la direction de Christian JAFFRELOT, qui est un ouvrage collectif sur la façon dont ces pays voient les occidentaux. Par conséquent oui, il y a des études prospectives dans ces pays. Quand elles étaient en anglais, nous les avons utilisées, partiellement, je dois dire. Mais vous avez tout à fait raison, ce serait très intéressant de produire un autre ouvrage sur la manière dont les pays émergents perçoivent la mondialisation et sur la façon dont ils font leur propre prospective à horizon 2025 ?

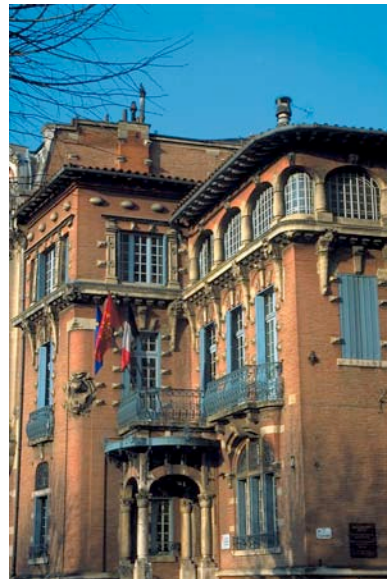
Je vous remercie beaucoup.

**M. Claude DUPUY :**

*(Président de la section Prospective)*

Nous vous remercions de la qualité et de la richesse de votre exposé. Je crois que toutes les personnes qui sont venues ont appris énormément de choses et elles vont pouvoir réfléchir longuement par la suite.

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET  
SOCIAL  
RÉGIONAL  
MIDI-PYRENEES



18, allées Frédéric Mistral 31077 TOULOUSE Cedex 04

Tél : 05 62 26 94 94 – Fax : 05 61 55 51 10

E mail : [cesr@cesr-midi-pyrenees.fr](mailto:cesr@cesr-midi-pyrenees.fr) - Site internet : [www.cesr-midi-pyrenees.fr](http://www.cesr-midi-pyrenees.fr)